

# Annuaire suisse de politique de développement

## Faits et statistiques

| 2005 |



**institut universitaire**  
graduate institute  
**d'études du développement**  
of development studies

| Vol. 24 N° 1 |

---

# Table des matières

---

Introduction	XIII
--------------	------

## **1<sup>re</sup> partie : Faits**

---

1. Politique extérieure	
1.1. Orientations de la politique extérieure de la Suisse	3
1.1.2. Le Programme de législature pour les années 2003-2007	
1.2. Le Département fédéral des affaires étrangères en 2004	5
1.2.1. Conférence de presse annuelle du DFAE	
1.2.2. Création d'un Centre de compétence pour la politique étrangère culturelle	
1.2.3. Conférence des ambassadeurs 2004	
1.2.4. Traités internationaux conclus par la Suisse en 2003	
1.3. La Suisse et l'ONU	8
1.3.1. « Rapport 2004 sur les relations avec l'ONU et les organisations internationales ayant leur siège en Suisse » du 7 juin 2004	
1.3.2. Représentants suisses nommés auprès des organisations internationales	
1.3.3. 59 <sup>e</sup> Assemblée générale des Nations unies	
1.4. Relations Suisse-Union européenne : accord politique sur les Bilatérales II	11
1.5. Relations Suisse-Afrique du Sud	12
1.5.1. Examen des contacts des services de renseignements suisses avec l'Afrique du Sud du temps de l'apartheid	
1.5.2. PNR 42 +, « Les relations entre la Suisse et l'Afrique du Sud »	
<hr/>	
2. Coopération avec les pays en développement	
2.1. Comité d'aide au développement de l'OCDE et Reality of Aid	15
2.1.1. Comité d'aide au développement de l'OCDE	
2.1.2. Reality of Aid	
2.2. Volume de l'APD des pays du CAD et de la Suisse	20
2.2.1. APD fournie par l'ensemble des membres du Comité d'aide au développement	
2.2.2. Rapport d'Oxfam International « Le prix à payer »	
2.2.3. Aide publique et privée au développement fournie par la Suisse	
2.3. Coopération au développement de la Suisse	25
2.3.1. Conférence annuelle de la coopération au développement	
2.3.2. 2005 – Année internationale du microcrédit	
2.4. Coopération de la DDC en faveur des pays du Sud	28
2.4.1. Répartition géographique de l'aide bilatérale	
2.4.2. Evaluation des lignes directrices de la DDC en matière de promotion des droits de l'homme	

2.5. Mesures de politique économique et commerciale du seco	29
2.5.1. Versements d'aide bilatérale du seco en 2003	
2.5.2. seco – Agenda 2010. Pour la réduction de la pauvreté	
2.5.3. Participation du seco à l'Année internationale du riz (2004)	
2.6. La coopération multilatérale	31
2.6.1. Versements multilatéraux de la Suisse en 2003	
2.6.2. Stratégie de la Suisse en matière d'aide au développement multilatérale et lignes directrices d'action pour la coopération avec la Banque mondiale	
2.7. ONG suisses : stratégie de la Communauté de travail des œuvres d'entraide	33
<hr/>	
3. Coopération avec les pays d'Europe de l'Est et de la CEI	
<hr/>	
3.1. Elargissement de l'UE à l'Est	35
3.2. Objets proposés au Parlement : nouveau crédit-cadre et nouvelle loi fédérale	36
3.2.1. Message sur l'ouverture d'un quatrième crédit-cadre	
3.2.2. Débat au Parlement	
3.3. Priorités thématiques	40
3.3.1. Approvisionnement en eau	
3.3.2. Stabilité dans les Balkans	
3.3.3. Conférence annuelle « Focus Europe de l'Est »	
3.4. Dépenses 2003	41
<hr/>	
4. Aide humanitaire	
<hr/>	
4.1. Réflexions conceptuelles de la DDC sur l'aide humanitaire	45
4.1.1. « Advocacy Guidelines »	
4.1.2. « Multilateral Humanitarian Aid Concept »	
4.2. Principaux chiffres de l'aide humanitaire de la Suisse en 2003	47
4.2.1. Aperçu général	
4.2.2. Répartition géographique de l'aide humanitaire en 2003	
4.3. Principales actions d'aide humanitaire de la Suisse en 2004	49
4.3.1. Tremblement de terre en Iran	
4.3.2. Guerre civile et famine dans la région du Darfour (ouest du Soudan)	
4.3.3. Pluies torrentielles et cyclones sur Haïti et la République dominicaine	
4.3.4. Typhons aux Philippines	
4.3.5. Tsunamis en Asie du Sud	
4.4. Diplomatie humanitaire de la Suisse en 2004	51
4.4.1. Conférence de l'UNRWA à Genève (7-8 juin 2004)	
4.4.2. Sud du Soudan et région du Darfour	
4.4.3. Application des Conventions de Genève en Tchétchénie	

---

## 5. Politique économique extérieure

---

5.1. Grandes orientations de la politique économique extérieure	55
5.1.1. Rapport sur la politique économique extérieure 2004	
5.2. Accords économiques bilatéraux	58
5.2.1. Accords concernant la promotion et la protection réciproques des investissements	
5.2.2. Conventions de double imposition	
5.2.3. Accords de libre-échange entre les Etats de l'AELE et des Etats tiers	
5.3. Garantie contre les risques à l'exportation (GRE)	61
5.3.1. La GRE en chiffres : nouvelles garanties accordées en 2003	
5.3.2. La révision de la loi sur la GRE	
5.3.3. GRE et questions de cohérence entre la promotion des exportations et le développement durable	
5.4. Contrôle des exportations et sanctions économiques	69
5.4.1. Exportations d'armes	
5.4.2. Sanctions de la Suisse	

---

## 6. Commerce mondial

---

6.1. Evolution des relations commerciales	73
6.1.1. Commerce mondial des marchandises par région	
6.1.2. Place des pays en développement dans le commerce mondial	
6.2. Organisation mondiale du commerce (OMC)	76
6.2.1. Relance des négociations après Cancún	
6.2.2. Position suisse	
6.2.3. Les résultats obtenus dans l'accord-cadre de juillet 2004	
6.2.4. Réactions en Suisse aux résultats de juillet 2004	
6.2.5. Prochaines étapes	
6.2.6. Accessions à l'OMC	
6.3. Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED)	85
6.3.1. 11 <sup>e</sup> Conférence à São Paulo, 13-18 juin 2004	
6.3.2. Réactions à la CNUCED XI	

---

## 7. Relations financières internationales

---

7.1. Flux financiers vers les pays en développement et en transition	91
7.1.1. Vue d'ensemble	
7.1.2. Financement public du développement	
7.1.3. Flux financiers privés	
7.1.4. Transferts des migrants	
7.1.5. Mécanismes de financement innovateurs	
7.1.6. Pays émergents exportateurs de capitaux	
7.2. Endettement extérieur	100
7.2.1. Tendances	

7.2.2. L'initiative PPT	
7.2.3. Réaménagement de dettes publiques	
7.2.4. Dettes commerciales	
7.2.5. Autres mesures de désendettement prises par la Suisse	
7.3. Institutions financières internationales	103
7.3.1. La Suisse et les institutions de Bretton Woods (FMI et Banque mondiale)	
7.3.2. Prestations financières suisses aux banques de développement régionales	
<hr/>	
8. Place financière suisse	
<hr/>	
8.1. Secret bancaire et accords bilatéraux entre la Suisse et l'Union européenne	115
8.1.1. Bilatérales II	
8.2. Place financière suisse et évasion fiscale	117
8.2.2. Campagne des organisations de développement contre l'évasion fiscale	
8.2.3. Quelques données sur les montants placés dans les banques suisses à titre fiduciaire	
8.2.4. La réputation de sérieux de la place financière suisse	
8.2.5. Inscrire le secret bancaire dans la Constitution ?	
8.3. Lutte contre le blanchiment	120
8.3.1. Lutte contre le blanchiment sur le plan international : travaux du Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI)	
8.3.2. Lutte contre le blanchiment en Suisse	
8.4. Lutte contre la criminalité et entraide judiciaire internationale	125
8.4.1. Traités bilatéraux d'entraide judiciaire en matière pénale	
8.5. Corruption	126
<hr/>	
9. Développement humain et droits de l'homme	
<hr/>	
9.1. 15 <sup>e</sup> Conférence internationale sur le sida, Bangkok	129
9.1.1. Accès aux médicaments	
9.1.2. Financement de la lutte contre le sida	
9.2. Assemblée mondiale de la santé (OMS)	131
9.2.1. Convention-cadre pour la lutte antitabac	
9.2.2. Commission de l'OMS pour stimuler la recherche pour de nouveaux médicaments	
9.3. Conférence internationale du travail – OIT	135
9.3.1. Les travailleurs migrants	
9.4. UNESCO – Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture	139
9.4.1. Convention sur la protection de la diversité des contenus culturels et des expressions artistiques	
9.5. Promotion des droits de l'homme	143
9.5.1. Grands axes de la politique de la Suisse en matière de promotion des droits humains	
9.5.2. La Commission des droits de l'homme	
9.5.3. Convention des Nations unies contre la torture	
9.5.4. Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant	

---

## 10. Environnement et développement

---

10.1. Développement durable	151
10.1.1. Bilan et perspectives des activités en Suisse pour le développement durable	
10.1.2. Les réseaux de partenariat dans la politique suisse de développement durable	
10.1.3. Suivi de Johannesburg par la Commission du développement durable	
10.2. Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC)	156
10.2.1. 10 <sup>e</sup> Conférence des parties à la CCNUCC (Buenos Aires, 6-17 décembre 2004)	
10.2.2. Procédure de consultation dans le cadre de la Loi sur le CO <sub>2</sub>	
10.2.3. Programme SuisseEnergie	
10.2.4. Conférence internationale sur les énergies renouvelables (Bonn, 1 <sup>er</sup> -4 juin 2004)	
10.3. Convention sur la diversité biologique	162
10.3.1. 7 <sup>e</sup> Conférence des parties à la CDB (Kuala Lumpur, 9-20 février 2004)	
10.3.2. 1 <sup>re</sup> Réunion des parties au Protocole de Cartagena (Kuala Lumpur, 23-27 février 2004)	
10.3.3. Nouvelle Ordonnance sur les mouvements transfrontières des organismes génétiquement modifiés	
10.3.4. Génie génétique et pays en développement	
10.3.5. Moratoire sur l'utilisation d'OGM dans l'agriculture suisse	
10.4. Nouvelle loi sur les brevets	169
10.5. Autres événements en matière d'environnement et développement	171
10.5.1. Convention de Bâle sur les déchets dangereux	
10.5.2. Convention de Rotterdam sur les mouvements de produits chimiques dangereux	
10.5.3. Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants	
10.5.4. Convention de Genève sur la pollution atmosphérique	

---

## 11. Politique de paix et politique de sécurité

---

11.1. Politique de paix	175
11.1.1. Engagement de militaires suisses en Bosnie-Herzégovine	
11.1.2. Promotion civile de la paix et renforcement des droits de l'homme	
11.1.3. Commission extraparlamentaire dans le domaine de la promotion de la paix	
11.1.4. Projet de «Maison de la paix» à Genève	
11.2. Politique de sécurité	177
11.2.1. Politique de maîtrise des armements et de désarmement de la Suisse	
11.2.2. Partenariat pour la paix et Conseil de partenariat euro-atlantique de l'OTAN	
11.3. Mines antipersonnel et autres mines terrestres	179
11.3.1. Stratégie 2004-2007 de la Confédération en matière de mines antipersonnel	
11.3.2. Conférence d'examen de la convention d'Ottawa sur l'interdiction des mines antipersonnel	
11.3.3. Groupe de soutien à l'action contre les mines de l'ONU	
11.3.4. Le CICR et les mines terrestres	
11.4. Armes de destruction massive (ADM)	183
11.4.1. Résolution du Conseil de sécurité de l'ONU sur la non-prolifération des ADM	

- 11.4.2. Partenariat mondial contre la prolifération des ADM
- 11.4.3. Désarmement chimique

---

## 12. Politique d'asile et questions migratoires

---

12.1. Politique extérieure en matière de migration	187
12.1.1. Les développements à l'échelle internationale	
12.1.2. Les développements à l'échelle européenne	
12.2. Politique d'asile	192
12.2.1. Statistiques en matière d'asile	
12.2.2. La suppression des aides en cas de non-entrée en matière (NEM)	
12.2.3. La révision de la Loi sur l'asile	
12.3. L'admission dans la politique de migration	198
12.3.1. La Loi sur les étrangers au Parlement	
12.3.2. Libre circulation: bilan de la deuxième phase et élargissement à l'Est	
12.3.3. Sans-papiers: l'abolition de la circulaire Metzler	
12.4. Politique d'intégration	201
12.4.1. Ordonnance d'intégration	
12.4.2. Naturalisation: un dossier dans l'impasse	
12.4.3. Droits politiques des étrangers: une réalité dans le canton de Vaud	

## 2<sup>e</sup> partie : Statistiques

Introduction	209
--------------	-----

---

### A. Données statistiques disponibles sur Internet

---

A.1. Flux commerciaux	211
A.1.1. Données de l'Administration fédérale des douanes (AFD)	
A.1.2. Données de la Banque nationale suisse (BNS)	
A.1.3. Données du Secrétariat d'Etat à l'économie (seco)	
A.2. Flux financiers	213
A.2.1. Données de la Banque nationale suisse (BNS)	
A.2.2. Données du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE	
A.3. Flux d'aide au développement	217
A.3.1. Données du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE	
A.3.2. Données de la Direction du développement et de la coopération (DDC)	
A.3.3. Autres sources de données	

---

### B. Relations entre la Suisse et les pays en développement et en transition

---

220

---

C. Caractéristiques des relations entre la Suisse et les pays en développement	
C.1. Faits saillants	230
C.1.1. Place des pays en développement et des pays en transition dans le commerce extérieur de la Suisse (tableaux de la section B)	
C.2. Commerce extérieur de la Suisse	232
C.2.1. Vue d'ensemble	
C.2.2. Pays en développement et pays en transition	
C.2.3. Cinq exemples de produits agricoles importés par la Suisse	
C.3. Investissements directs à l'étranger	238
C.3.1. Stock des investissements à la fin de 2003	
C.3.2. Flux d'investissements directs suisses à l'étranger en 2003	
C.4. Aide publique au développement des pays du CAD et de la Suisse	241
Index	245
Abréviations	261
Liste des pays bénéficiaires de l'aide établie par le CAD	267

---

# Introduction

---

LA SECONDE PARTIE de l'*Annuaire suisse de politique de développement* (n° 1) fournit traditionnellement les principaux chiffres des relations de la Suisse avec les pays en développement et en transition. Trois grands groupes de relations sont retenus dans cette partie: les flux commerciaux, les flux financiers et les flux d'aide au développement.

Au vu de la diffusion d'Internet et de la disponibilité croissante de données statistiques dont chacun peut tirer profit sur ce support, cette seconde partie de l'Annuaire est présentée sous une nouvelle forme à partir de cette année:

- la première section est pensée comme un guide permettant au lecteur de retrouver sur Internet les principales informations concernant les trois groupes de flux retenus jusqu'alors dans la partie statistique de l'Annuaire;
- la deuxième section offre une vue synthétique des relations de la Suisse avec les pays en développement et en transition et reprend les tableaux du chapitre 4 de la partie statistique des éditions précédentes de l'Annuaire;
- la troisième section met en lumière certains flux caractéristiques de ces relations. Selon les choix quant aux flux à retenir, la présentation de cette section sera variable d'année en année.

La nouvelle forme de cette partie statistique marque indéniablement une rupture par rapport à celle qui était adoptée précédemment. Décider d'une telle rupture n'a pas été une tâche évidente et si ce pas a été franchi, c'est essentiellement en raison du constat que nombre de tableaux présentés jusqu'ici dans la partie statistique de l'Annuaire se trouvent actuellement tels quels, ou presque, sur Internet. En conséquence, seuls les tableaux de données qui apportent une valeur ajoutée par rapport à celles disponibles sur Internet seront désormais publiés dans la partie statistique de l'Annuaire.

Aussi le comité de rédaction de l'Annuaire serait-il reconnaissant envers les utilisateurs de la partie statistique qui le désirent de bien vouloir faire part de leurs remarques sur la nouvelle structure présentée ici, à <xavier.tschumi@iued.unige.ch> ou <gerard.perroulaz@iued.unige.ch>.



---

## A. Données statistiques disponibles sur Internet

---

### A.1. Flux commerciaux

---

#### A.1.1. Données de l'Administration fédérale des douanes (AFD)

Les données les plus pertinentes concernant le commerce extérieur de la Suisse figurent sur le site Internet de l'Administration fédérale des douanes (AFD), à la page : <[www.zoll.admin.ch](http://www.zoll.admin.ch)> **Commerce extérieur**.

##### □ *Disponibilité des données*

Un extrait de toutes les données disponibles sur le commerce extérieur de la Suisse apparaît directement et gratuitement dans le chapitre intitulé *Données statistiques* de la page Internet précitée. Les chiffres y sont organisés en différents points et peuvent la plupart du temps être visionnés à l'écran et/ou téléchargés en format PDF.

Un autre chapitre de cette page Internet, intitulé *Offre de produit*, contient toutes les informations nécessaires pour avoir accès à l'ensemble des données sur le commerce extérieur de la Suisse, sur CD-Rom, sur papier ou en ligne (SWISS-impex). Ces produits sont tous payants, mais la plupart des bibliothèques suisses disposent au moins des publications de l'ADF.

Les points ci-dessous sont repris du chapitre des données statistiques disponibles gratuitement sur le site Internet de l'Administration fédérale des douanes.

##### □ *Vue d'ensemble*


Ce point fournit les chiffres des importations et des exportations ainsi que du solde de la balance commerciale pour chaque année depuis 1980 jusqu'à la dernière année pour laquelle les données sont disponibles. Aucun détail supplémentaire par pays ou par marchandises n'est donné à ce niveau.


##### □ *Pays*

Dans ce point, les données sur les importations, les exportations et le solde de la balance commerciale des quatre années les plus récentes sont classées géographiquement par régions économiques ou par continents. Les données des principaux pays avec lesquels la Suisse entretient des relations commerciales sont également disponibles dans ce point.

Les données par régions économiques restent agrégées en grands groupes et ne fournissent pas d'information par pays composant ces régions. Pour disposer des données par pays, il faut consulter les chiffres par continents.

Les pays qui composent les régions économiques et les continents sont définis dans des documents PDF disponibles sur la page suivante du site Internet de l'AFD : <[www.zoll.admin.ch](http://www.zoll.admin.ch)> **Commerce extérieur** >**Explications** >**Répertoire des pays**.

 *Mise en garde*: la classification des pays en régions économiques retenue par l'Administration fédérale des douanes lui est propre et il convient de l'étudier avec attention avant toute comparaison avec celles issues d'autres sources, en particulier la liste des bénéficiaires de l'aide établie par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE. L'agrégat des pays en développement ou celui des pays en transition qui apparaissent dans les données de l'AFD ne sont par exemple aucunement comparables à ceux fournis par la liste du CAD (reproduite à la fin de cet Annuaire).

 *Référence*: dans toute la partie statistique de l'Annuaire, c'est la classification de la liste des bénéficiaires de l'aide établie par le CAD qui est utilisée. Cette dernière est composée de deux parties, la première concernant les pays et territoires en développement et la seconde les pays et territoires en transition.

#### □ *Marchandises*

Dans ce point, les importations et les exportations sont ordonnées selon la nature des marchandises (branches principales de l'économie) ou leur emploi (comptes nationaux). Les nomenclatures selon la nature ou l'emploi des marchandises sont disponibles à la page suivante du site Internet de l'Administration fédérale des douanes: <[www.zoll.admin.ch](http://www.zoll.admin.ch)> **Commerce extérieur** >**Explications** >**Nomenclatures des marchandises**.

Le classement des importations et des exportations selon la nature des marchandises est encore subdivisé par pays, mais seulement les dix pays de provenance ou de destination les plus importants pour le groupe de marchandises consulté. Tel n'est pas le cas pour le classement des importations et des exportations selon l'emploi des marchandises, où seule une vue générale est fournie.

Ce point offre encore une vue d'ensemble des importations et des exportations selon la Classification type pour le commerce international (CTCI).

#### □ *Evolution du commerce extérieur de la Suisse*

Ce point fournit des informations complémentaires à celles qui sont contenues dans les points précédents. Des textes et des graphiques illustrent l'évolution du commerce extérieur de la Suisse pour l'année des données les plus récentes par rapport à l'année précédente (ou aux années précédentes).

Ce point, dans la rubrique «Régions économiques», offre un tableau des 30 principaux pays partenaires de la Suisse pour l'année des données les plus récentes. Ce tableau est à mettre en comparaison avec ceux de la section C de la partie statistique de l'Annuaire, qui donne la liste des 15 premiers pays en développement et des 15 premiers pays en transition partenaires commerciaux de la Suisse pour cette même année.

#### □ *Autres données*

D'autres données statistiques sur le commerce extérieur de la Suisse apparaissent également dans le chapitre «Données statistiques» du site Internet de l'Administration fédérale des douanes, comme les importations et les exportations par moyens de transport ou par cantons et zones de passage.


Les indices du commerce extérieur pour les années les plus récentes sont également publiés sur ce site, de même que les exportations suisses de matériel de guerre.

### A.1.2. Données de la Banque nationale suisse (BNS)

La Banque nationale suisse (BNS) publie également des données sur le commerce extérieur de la Suisse, dans son *Bulletin mensuel de statistiques économiques*: <[www.snb.ch](http://www.snb.ch)> **Français** >**Publications** >**Bulletin mensuel de statistiques économiques**.

Le chapitre I (I comme India) fournit les chiffres sur le commerce extérieur, selon l'utilisation des marchandises, selon la nature des marchandises et par pays. Les données sont disponibles en format PDF (mises en forme telles qu'elles apparaissent dans la publication), en format Excel ou en format Text.

*Limite*: comme il s'agit d'un bulletin mensuel, les chiffres intéressants doivent être additionnés pour obtenir les totaux par année.

 *Mise en garde*: la classification des pays utilisée par la BNS n'est pas la même que celle qui est retenue dans les sections B et C de la présente partie statistique de l'Annuaire, lesquelles se fondent sur la liste des bénéficiaires de l'aide établie par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE (liste reproduite à la fin de cet Annuaire).

### A.1.3. Données du Secrétariat d'Etat à l'économie (seco)

Le Secrétariat d'Etat à l'économie (seco) offre sur son site Internet des informations par pays concernant les relations économiques extérieures de la Suisse: <[www.seco.admin.ch](http://www.seco.admin.ch)> >F [Français] >**Politique économique extérieure** >**Information par pays**.

Ces informations par pays sont des fiches en format Word régulièrement mises à jour et contenant des données qui dépassent le strict cadre du commerce extérieur de la Suisse.

## A.2. Flux financiers

---

### A.2.1. Données de la Banque nationale suisse (BNS)

Le site Internet de la Banque nationale suisse (BNS) publie les informations les plus complètes sur les flux financiers en provenance et à destination de la Suisse: <[www.snb.ch](http://www.snb.ch)> **Français** >**Données et statistiques**.


Plusieurs sources sont disponibles sur ce site, offrant le plus souvent des données avec une certaine profondeur historique. Les données sont publiées dans des ouvrages qui sont disponibles à la page suivante du site de la BNS: <[www.snb.ch](http://www.snb.ch)> **Français** >**Publications**.


□ « *Bulletin mensuel de statistiques économiques* »

En activant le lien vers cette publication, c'est le bulletin le plus récent qui est présenté mais, tout en bas de la page, un autre lien permet d'accéder aux bulletins mensuels archivés depuis l'année 2000. Tous les chiffres sont disponibles en format PDF mais également en format Excel ou en format Text.

Le chapitre F du bulletin, consacré au marché des capitaux, offre les chiffres concernant les emprunts de débiteurs étrangers en Suisse, en souscription publique ou non, par catégories d'emprunt ou par groupes de pays.

Le chapitre S du bulletin, consacré aux investissements directs, offre les chiffres concernant les investissements directs à l'étranger. Les flux annuels de ces investissements (exportation de capitaux), les stocks d'investissements (état en fin d'année) ainsi que l'effectif du personnel dans les entreprises suisses à l'étranger sont disponibles par pays ou par branches/secteurs d'activité.


 *Mise en garde*: la classification des pays utilisée par la BNS lui est propre et ne doit pas être comparée avec celles d'autres sources, en particulier la liste des bénéficiaires de l'aide établie par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE. Certains pays classés dans le groupe des pays nouvellement industrialisés par la BNS sont par exemple considérés comme des pays en développement par le CAD.

 *Référence*: dans toute la partie statistique de l'Annuaire, c'est la classification de la liste des bénéficiaires de l'aide établie par le CAD qui est utilisée. Cette dernière est composée de deux parties, la première concernant les pays et territoires en développement et la seconde les pays et territoires en transition.


#### ❑ « Les banques suisses »

Cette publication, qui paraît annuellement en été, est disponible en activant le lien correspondant dans la rubrique des publications du site Internet de la BNS. Les éditions sont disponibles depuis 1996 en format PDF (publication complète ou résumé) et seule la publication la plus récente propose en plus des chiffres en format Excel ou en format Text.

Le chapitre 1.5 de cette publication fournit la répartition par pays des avoirs et engagements à l'étranger figurant dans les bilans d'une centaine de banques suisses (tableau 32).

 *Définition*: les opérations figurant au bilan d'une banque sont seulement celles que la banque effectue pour son propre compte.

Le chapitre 2.2 de cette publication fournit la répartition par pays des avoirs et des engagements à l'étranger de cette même centaine de banques suisses, mais à titre fiduciaire (tableau 38).

 *Définition*: les opérations à titre fiduciaire d'une banque sont celles que la banque effectue pour le compte et aux risques de ses clients.

#### ❑ « Balance des paiements et position extérieure nette de la Suisse »

Cette publication de la BNS, qui paraît une fois par an en annexe au *Bulletin mensuel de statistiques économiques*, est disponible en format PDF pour chaque année depuis 1996 à la page des publications du site Internet de la BNS.

Elle reprend certains chiffres du *Bulletin mensuel de statistiques économiques* et les complète avec des commentaires et d'autres chiffres, notamment ceux des transferts courants du secteur privé, qui comprennent entre autres les transferts financiers des immigrés en Suisse vers leur pays d'origine (partie 1 ci-dessous).

Cette publication contient trois parties: 1) la *Balance suisse des paiements* qui commente l'évolution des transactions économiques entre la Suisse et l'étranger;

2) le *Rapport sur la position extérieure nette de la Suisse*; 3) le *Rapport sur les investissements directs* qui commente l'évolution des investissements directs suisses à l'étranger.

## A.2.2. Données du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE

Le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE possède un site Internet très fourni dans lequel de nombreuses données statistiques sont disponibles: [www.oecd.org/dac](http://www.oecd.org/dac) >**Statistiques de l'aide (Aid Statistics)**.

Le site en langue anglaise est beaucoup plus riche que celui en langue française mais lorsqu'un document existe dans l'autre langue, une référence le mentionne et un lien conduit à la traduction.

### ❑ *Disponibilité des données*

Le CAD met ses données à disposition sous forme de tableaux accessibles gratuitement en ligne, mais également sous forme de CD-Rom (en particulier le CD-Rom des *Statistiques sur le développement international – International Development Statistics CD-ROM*) ou de rapports papier qui peuvent être achetés à la librairie en ligne de l'OCDE ([www.oecdbookshop.org](http://www.oecdbookshop.org)) ou consultés dans les bibliothèques.

📖 **OCDE, *Coopération pour le développement. Rapport 2004, Les Dossiers du CAD*, Paris, 2005.**

### ❑ *Annexe statistique du rapport annuel « Coopération pour le développement »*

L'annexe statistique du rapport *Coopération pour le développement (Statistical Annex of the Development Co-operation Report)* fournit divers tableaux en format Excel, relatifs aux flux financiers entre les pays membres du CAD et les pays bénéficiaires de l'aide.

La table des matières (*Table of Contents*) de cette annexe est utile pour trouver les tableaux recherchés.

👉 *Mise en garde*: les tableaux de l'annexe statistique du rapport annuel *Coopération pour le développement* ne sont pas toujours numérotés de la même manière d'une année à l'autre et c'est la raison pour laquelle la table des matières fait foi.

Le tableau 13 de l'annexe au rapport 2004 présente les flux financiers entre les pays membres du CAD et les pays bénéficiaires de l'aide pour l'année 2003 en quatre catégories:

- ❑ l'aide publique au développement (APD – voir sous-chapitre A.3.1 ci-dessous);
- ❑ les autres apports du secteur public (accordés aux conditions du marché, contrairement à l'APD);
- ❑ les dons des organismes privés bénévoles (voir sous-chapitre A.3.1 ci-dessous);
- ❑ les capitaux privés qui sont versés à ces pays aux conditions du marché (investissements directs, crédits à l'exportation et investissements de portefeuille).

Le tableau 14 fournit les mêmes données, mais pour les années 2000 à 2003 ainsi que pour la moyenne des années 1992-1993, soit dix ans avant les dernières données disponibles.

Le tableau 37 présente les taux de change moyen annuel vis-à-vis du dollar pour les pays membres du CAD, utiles lors de comparaisons avec les chiffres d'autres sources non libellés en dollars.

Le tableau 38 fournit les chiffres du revenu national brut (RNB) et de la population pour chaque pays membres du CAD, permettant ainsi de calculer ce que représentent les différentes catégories de flux par unité de RNB ou par habitant.

#### ❑ *Statistiques sur le développement international en ligne*


Le site Internet des données statistiques du CAD contient un lien vers la page des statistiques sur le développement international en ligne (*International Development Statistics Online*), qui nécessite un enregistrement préalable (gratuit) et qui permet ensuite d'avoir accès aux banques de données du CAD (*Datasets*) sur les flux financiers à destination des pays bénéficiaires de l'aide.

L'utilisateur (averti et anglophone !) pourra tirer de ces banques de données les tableaux dont il a besoin en procédant à une recherche (*Query*) dont l'accès est représenté par un carré bleu à gauche du titre de la banque de données pertinente. Cette recherche se fait principalement par filtration, sur l'année, sur le pays (donneur ou destinataire de l'aide) et/ou sur le type de flux. Les résultats de la recherche peuvent d'abord être prévisualisés à l'écran pour vérifier que ce sont bien ceux auxquels l'utilisateur s'attendait et ensuite être exportés dans un format récupérable dans Excel.

#### ❑ *Autres données statistiques du CAD ou de l'OCDE*

Le CAD propose également, sur la page des données statistiques de son site Internet, des fiches synthétiques sur les différents flux ou montants pertinents, pour les pays membres du CAD (aide par donneur – *donor aid charts*) et pour les pays bénéficiaires de l'aide (aide par bénéficiaire – *recipient aid charts*)

La *Liste des bénéficiaires de l'aide établie par le CAD (DAC List of Aid Recipients)* est également disponible sur cette page Internet.

 *Mise en garde* : cette liste est régulièrement mise à jour et à chaque année de flux financiers (notamment ceux d'APD) correspond une liste précise, valable pour l'année en question.

Un lien vers les chiffres de la dette extérieure (*External Debt*) des pays bénéficiaires de l'aide apparaît également sur cette page Internet. Ces chiffres sont publiés conjointement par la Banque des règlements internationaux (BRI), le Fonds monétaire international (FMI), le groupe de la Banque mondiale (BM) et l'OCDE. Une banque de données est également exploitable pour ces chiffres, aux mêmes conditions que celles du CAD (voir ci-dessus, « Statistiques sur le développement international en ligne »).

## A.3. Flux d'aide au développement

---

### A.3.1. Données du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE


Comme décrit au sous-chapitre A.2.2 ci-dessus, le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE possède un site Internet riche en données statistiques : [www.oecd.org/dac](http://www.oecd.org/dac) > **Statistiques de l'aide** (*Aid Statistics*).

Pour la disponibilité des données, se référer au sous-chapitre A.2.2 ci-dessus.


#### □ *Annexe statistique du rapport annuel « Coopération pour le développement »*

Cette publication est disponible en ligne, en français ou en anglais (*Statistical Annex of the Development Co-operation Report*), et offre, en une quarantaine de tableaux en format Excel, une vue complète sur les flux financiers entre les pays membres du CAD et les pays bénéficiaire de l'aide.

La table des matières (*Table of Contents*) de cette annexe est utile pour trouver les tableaux recherchés.

 *Mise en garde*: les tableaux de l'annexe statistique du rapport annuel *Coopération pour le développement* ne sont pas toujours numérotés de la même manière d'une année à l'autre et c'est la raison pour laquelle la table des matières fait foi.

Le graphique 1 de l'annexe du rapport 2004 présente une vue d'ensemble des contributions d'aide publique au développement (APD) consenties par les pays membres du CAD en 2003, en valeur absolue et en pourcentage du RNB. Le tableau 1 fournit les chiffres de ces contributions pour les années 2002 et 2003.

 *Définitions*: le CAD définit différents agrégats d'aide qui peuvent être trouvés dans les notes techniques à la fin des rapports annuels sur la coopération pour le développement (disponibles en version papier à l'achat ou en bibliothèque, mais pas directement en ligne):

- aide publique au développement (APD): prêts et dons accordés à des conditions financières libérales par le secteur public des pays membres du CAD aux pays et territoires figurant dans la partie I de la liste des bénéficiaires de l'aide établie par le CAD (pays et territoires en développement), dans le but principalement de faciliter le développement économique et d'améliorer les conditions de vie dans ces pays;
- aide publique (AP): apports financiers qui répondraient aux critères d'inclusion dans l'ADP définis ci-dessus, mais dont les pays destinataires figurent dans la partie II de la liste des bénéficiaires de l'aide établie par le CAD (pays et territoires en transition).


Le tableau 14 de l'annexe du rapport 2004 fournit les détails des flux composant l'agrégat d'APD pour chaque pays membre du CAD et pour les quatre années de données les plus récentes, en particulier les flux d'APD bilatérale (prêts et dons) et ceux d'APD multilatérale. Ce tableau indique également les flux privés des organismes privés bénévoles vers les pays en développement.

Le tableau 40 fournit ces mêmes détails mais concernant les flux qui composent l'agrégat d'AP, pour chaque pays du CAD et pour les trois années de données

les plus récentes. Ce tableau indique également les flux privés des organismes privés bénévoles vers les pays en transition.

Pour avoir une répartition des flux par pays bénéficiaires de l'aide en provenance de l'ensemble des pays membres du CAD, il faut se reporter aux tableaux 25 (APD en faveur des pays en développement) et 40 (AP en faveur des pays en transition).

Le tableau 32 présente la liste des quinze principaux pays bénéficiaires de l'APD, pour chaque pays membre du CAD, en pourcentage du total de l'APD versée (versements bruts). Il permet de comparer la focalisation géographique de l'aide propre à chaque pays donneur. La répartition de l'APD bilatérale entre les catégories de pays retenues dans la liste des bénéficiaires de l'aide établie par le CAD et par entités géographiques apparaît également dans le tableau 32, pour chaque pays membre du CAD.

 *Définitions* : un versement brut correspond au montant total versé au cours d'une période comptable donnée. Un versement net correspond au versement brut déduction faite de tous les remboursements de principal ou des restitutions de dons intervenus pendant la même période comptable.

L'équivalent du tableau 32 pour les versements d'AP par pays membres du CAD n'est pas fourni dans l'annexe statistique du rapport annuel *Coopération pour le développement*. Par contre, une recherche dans les banques de données de la statistique sur le développement international en ligne est possible pour retrouver ce type d'informations (voir le point consacré à cette statistique en ligne dans le sous-chapitre A.2.2 ci-dessus).

### A.3.2. Données de la Direction du développement et de la coopération (DDC)

#### ☐ « Aide de la Suisse aux pays en développement et aux pays en transition »

La Direction du développement et de la coopération (DDC) publie chaque année des données statistiques sur l'aide de la Suisse aux pays en développement et en transition. Ces données ne sont disponibles pour le moment qu'en format papier, mais un exemplaire de l'ouvrage peut être obtenu gratuitement auprès de la DDC<sup>1</sup> :

 *Aide de la Suisse aux pays en développement et aux pays en transition, Statistiques 2003*, Berne, DDC, 2005.

Cette publication de la DDC (en français avec une introduction en allemand) est disponible généralement au cours du printemps et porte sur les chiffres de deux ans auparavant (au printemps 2005 paraît l'ouvrage de statistiques portant sur 2003). Elle présente les flux d'aide suivants :

- ☐ aide publique et privée aux pays en développement et en transition : vue d'ensemble, évolution, selon la source de financement ;
- ☐ contributions multilatérales entrant dans l'APD ou l'AP ;
- ☐ flux financiers bilatéraux vers les pays en développement ou en transition : par continents, par catégories de pays selon la classification du CAD et par pays. Ce tableau est une version abrégée de celui se trouvant dans la section B de la présente partie statistique ;

<sup>1</sup> DDC, Freiburgstrasse 130, 3003 Berne, tél. 031/322 44 12, <info@deza.admin.ch>.

- ❑ contributions bilatérales: aide publique et privée bilatérale par continents et par pays ;
- ❑ aide publique des cantons aux pays en développement ou en transition: par cantons ;
- ❑ aide publique des communes aux pays en développement et en transition: par cantons et par communes ;
- ❑ aide privée des organismes bénévoles (ONG) aux pays en développement ou en transition: par organismes et par pays bénéficiaires de l'aide.

A la fin de ce document se trouvent encore la liste des bénéficiaires de l'aide établie par le CAD ainsi qu'un répertoire des organismes privés bénévoles (ONG) œuvrant dans le domaine de l'aide (avec leurs coordonnées de contact).

#### ❑ « Rapport annuel de la coopération internationale de la Suisse »

Chaque année paraît le *Rapport annuel de la coopération internationale de la Suisse*, publié conjointement par la Direction du développement et de la coopération (DDC) et le Secrétariat d'Etat à l'économie (seco). Ce rapport peut être commandé gratuitement à la DDC<sup>2</sup> ou téléchargé à partir du site Internet de la DDC: <[www.deza.ch](http://www.deza.ch)> **Services > Publications + Vidéos**. (Procéder éventuellement à une recherche si le rapport n'est pas présenté dans la liste des publications récentes.)

Ce rapport contient une première partie décrivant les activités de coopération de l'année et une seconde partie comportant des tableaux et des chiffres statistiques. Cette dernière partie présente en particulier les flux d'APD multilatérale de la Suisse, les flux d'APD émanant du seco et les montants des contributions et des mandats spécifiques de la DDC et du seco aux ONG suisses.

#### ❑ *Fiches sur les pays partenaires de la DDC*

Le site Internet de la DDC présente également des informations qui dépassent le strict cadre statistique dans ses pages réunies sous le titre **Pays**: <[www.deza.ch](http://www.deza.ch)> **>Pays**.

Pour chaque pays partenaire de la coopération internationale de la Suisse ou de son aide humanitaire, cette portion du site Internet de la DDC fournit sous forme de fiche les informations actualisées les plus importantes ainsi que des liens utiles.

### A.3.3. Autres sources de données

Le site Internet du Secrétariat d'Etat à l'économie (seco) consacré à son domaine de prestations «coopération économique au développement» contient aussi des informations utiles, bien qu'elles dépassent le strict cadre statistique: <[www.seco-cooperation.ch](http://www.seco-cooperation.ch)>.

Le chapitre **Pays** fournit la liste des pays ou régions partenaires du seco, pour chacun desquels une fiche actualisée et/ou des liens sont disponibles.

Le chapitre **Projets** donne les principales informations sur les programmes et projets en cours du seco, par instruments et par pays.

<sup>2</sup> Voir note 1 page précédente.

**Tableau 1 : Synthèse des relations de la Suisse avec les pays en développement et les pays en transition<sup>b</sup> en 2003**  
(en milliers de francs et en pourcentage)

	API(D), AASP <sup>c</sup>	Aide privée <sup>d</sup>	GRE <sup>e</sup>	IDE <sup>f</sup>	Importations	Exportations	Solde commercial <sup>g</sup>
<b>En milliers de francs</b>							
Pays en développement	1'270'675	376'874	99'107	2'758'300	8'197'274	15'288'303	7'091'029
Pays les moins avancés (PMA)	341'377	151'722	-1'786	21'500	158'587	316'146.0	157'559
Pays à faible revenu (hors PMA)	176'443	52'822	-44'800	192'800	1'326'900	1'773'680.0	446'780
Pays à revenu moyen	300'787	104'840	163'285	2'532'600	6'699'552	13'082'770.0	6'383'218
Pays à revenu plus élevé			-17'592	-9'100	12'235	115'707.0	103'472
Projets régionaux et non ventilé	452'068	67'490		20'500			0
<b>Pays en transition</b>	<b>90'946</b>	<b>15'443</b>	<b>-17'857</b>	<b>1'560'800</b>	<b>7'536'704</b>	<b>15'795'709</b>	<b>8'259'005</b>
Pays en développement plus avancés	1'448	1'853	4'974	108'400	3'632'946	10'493'908.0	6'860'962
Pays d'Europe centrale et orientale, nouveaux Etats indépendants	89'458	13'591	-22'831	1'452'400	3'903'768	5'301'801.0	1'398'043
Non ventilé et projets régionaux	40						0
<b>En pourcentage</b>							
<b>Pays en développement</b>							
Pays les moins avancés (PMA)	26.9	40.3	n.a.	0.8	1.9	2.1	
Pays à faible revenu (hors PMA)	13.9	14.0	n.a.	7.0	16.2	11.6	
Pays à revenu moyen	23.7	27.8	n.a.	91.8	81.7	85.6	
Pays à revenu plus élevé	0.0	0.0	n.a.	-0.3	0.1	0.8	
Projets régionaux et non ventilé	35.6	17.9	n.a.	0.7	-	-	
<b>Pays en transition</b>							
Pays en développement plus avancés	1.6	12.0	n.a.	6.9	48.2	66.4	
Pays d'Europe centrale et orientale, nouveaux Etats indépendants	98.4	88.0	n.a.	93.1	51.8	33.6	
Non ventilé et projets régionaux	-	-	-	-	-	-	

Sources : Aide suisse aux pays en développement et aux pays en transition 2003, DDC, 2005 ; Direction générale des douanes, Statistique annuelle du commerce extérieur de la Suisse 2003, Berne, 2004.

n.a. = non applicable

.. = non disponible

<sup>a</sup> Le tableau 1 correspond au tableau 4.1. dans les Annuaires 2002 à 2004.

<sup>b</sup> Les niveaux de revenu correspondent à la classification du CAD, qui figure à la fin de cet Annuaire.

Le CAD distingue les PWA, les autres pays à faible revenu (RNB par habitant inférieur à 745 dollars en 2001), les pays à revenu intermédiaire (RNB entre 746 et 9205 dollars par habitant), et les pays à revenu élevé (uniquement Bahreïn). Les pays et territoires en transition sont dans une catégorie à part, dont l'aide est comprise non pas dans l'APD, mais dans un agrégat séparé d'aide publique.

<sup>c</sup> APID = aide publique (au développement), AASP = autres apports du secteur public.

<sup>d</sup> Aide privée = aide privée des ONG (projets financés par les fonds propres des ONG sans les contributions publiques).

<sup>e</sup> GHE = garantie contre les risques à l'exportation. Les chiffres négatifs dans les Garanties contre les risques à l'exportation (GRE) correspondent à une diminution du montant de la garantie.

<sup>f</sup> IDE = investissements directs à l'étranger. Pour les investissements directs à l'étranger, les données fournies par la Banque nationale suisse sont partielles : on n'a pas les données pour tous les pays, ni les sous-totaux par région et catégorie de pays. Pour des raisons de confidentialité, certains montants d'investissements dans quelques pays ne sont pas montrés de manière isolée, mais uniquement dans les totaux. Des chiffres négatifs pour les investissements directs correspondent à des désinvestissements dans un pays (flux de capitaux en retour).

<sup>g</sup> Solde commercial : un solde positif montre que les exportations vers un pays ou une région sont supérieures aux importations en provenance de ce pays ou de cette région. Un solde négatif montre que les importations en provenance d'un pays ou d'une région sont supérieures aux exportations de la Suisse vers ce pays ou cette région.

**Tableau 2<sup>a</sup> : Relations de la Suisse avec les pays en développement<sup>b</sup> (partie I de la liste du CAD) en 2003, en milliers de francs**

	APD, AASP <sup>c</sup>	Aide privée <sup>d</sup>	GRE <sup>e</sup>	IDE <sup>f</sup>	Importations	Exportations	Solde commercial <sup>g</sup>
<b>Total</b>	<b>1'270'675</b>	<b>376'874</b>	<b>99'107</b>	<b>2'758'300</b>	<b>8'197'274</b>	<b>15'288'303</b>	<b>7'091'029</b>
Europe	135'579	17'493	111'793	243'200	508'123	2'160'986	1'652'863
Pays à faible revenu (hors PMA)	4'395	36	0	0	1'064	18'157	17'093
Moldova	4'395	36	..	..	1'064	18'157	17'093
Pays à revenu moyen	121'486	16'086	111'793	100'300	507'059	2'142'829	1'635'770
Albanie	14'235	3'761	..	..	739	17'801	17'062
Bosnie-Herzégovine	18'889	4'196	..	..	6'163	36'554	30'391
Croatie	1'878	25	-1'517	63'200	44'157	213'732	169'575
Etats ex-Yougoslavie, non spécifié	146	4'956	..	..	..	..	0
Macédoine (ERYM)	6'596	422	..	..	5'172	31'642	26'470
Serbie-et-Monténégro	77'362	2'079	..	..	18'268	192'872	174'604
Turquie	2'380	647	113'310	37'100	432'560	1'650'228	1'217'668
Non ventilé et projets régionaux	9'698	1'370	..	..	..	..	..
<b>Afrique</b>	<b>344'146</b>	<b>125'129</b>	<b>-655</b>	<b>-69'300</b>	<b>1'658'770</b>	<b>1'849'880</b>	<b>191'110</b>
Pays les moins avancés (PMA)	264'828	102'801	-1'786	0	58'785	194'321	135'536
Angola	9'223	8'152	-1'786	..	213	7'665	7'452
Bénin	9'454	3'973	..	..	45	21'227	21'182
Burkina Faso	27'740	4'320	..	..	1'050	1'604	554
Burundi	4'410	1'917	..	..	2'248	556	-1'692
Cap-Vert	3'493	..	..	..	14	472	458
Centrafricaine, Rép.	167	1'201	..	..	52	94	42
Comores	100	75	..	..	134	98	-36
Congo, Rép. dém.	46'705	9'447	..	..	3'105	4'725	1'620
Djibouti	0	0	..	..	6	542	536
Erythrée	2'439	1'054	..	..	588	1'149	561
Ethiopie	7'073	10'269	..	..	3'661	8'301	4'640
Gambie	1	90	..	..	17	1'049	1'032
Guinée	731	1'665	..	..	882	25'095	24'213

	APD, AASP <sup>c</sup>	Aide privée <sup>d</sup>	GRE <sup>e</sup>	IDE <sup>f</sup>	Importations	Exportations	Solde commercial <sup>g</sup>
<b>Afrique (suite)</b>							
Guinée équatoriale	66	1990	..	..	541	496	-45
Guinée-Bissau	1'269	282	..	..	0	112	112
Lesotho	1'118	876	..	..	0	1'219	1'219
Liberia	3'797	1'674	..	..	94	10'355	10'261
Madagascar	6'945	2'533	..	..	5'159	3'281	-1'878
Malawi	196	970	..	..	9825	681	-9'144
Mali	11'822	6'714	..	..	1096	1'540	444
Mauritanie	1'086	1879	..	..	90	1'897	1'807
Mayotte	..	..	..	..	0	4	4
Mozambique	28'130	7'062	..	..	2'161	1'865	-296
Niger	10'049	1'296	..	..	1'402	13'990	12'588
Ouganda	2'183	3'982	..	..	13'820	5'182	-8'638
Rwanda	9'069	2'415	..	..	41	1'850	1'809
São Tomé et Príncipe	..	2	..	..	126	639	513
Sénégal	4'290	1'704	..	..	2'826	16'903	14'077
Sierra Leone	12'855	27	..	..	39	687	648
Somalie	923	2'705	..	..	172	127	-45
Soudan	10'110	12'615	..	..	718	30'273	29'555
Sainte-Hélène	..	..	..	..	5	4	-1
Tanzanie	34'446	6'412	..	..	5'423	8'550	3'127
Tchad	13'012	1'922	..	..	340	678	338
Togo	1'023	933	..	..	1'250	16'955	15'705
Zambie	904	2'645	..	..	1'642	4'456	2'814
Pays à faible revenu (hors PMA)	19'470	13'021	..	..	458'215	263'787	-194'428
Cameroun	4'020	5'857	..	..	2'985	11'618	8'633
Congo, Rép.	25	532	..	..	171	13'603	13'432
Côte d'Ivoire	2'467	326	..	3'700	21'552	29'982	8'430
Ghana	10'489	877	..	..	44'920	16'204	-28'716
Kenya	1'325	3'093	..	..	19'339	27'684	8'345
Nigeria	382	257	..	25'800	351'774	140'545	-211'229
Zimbabwe	762	2'080	..	..	17'474	24'151	6'677

	APD, AASP <sup>c</sup>	Aide privée <sup>d</sup>	GRE <sup>e</sup>	IDE <sup>f</sup>	Importations	Exportations	Solde commercial <sup>g</sup>
<b>Afrique (suite)</b>							
Pays à revenu moyen	24'768	7'099	2'381	..	1'141'770	1'391'772	250'002
<i>Afrique du Sud</i>	10'566	2'870	-1'020	..	862'226	523'026	-339'200
<i>Algérie</i>	2'802	704	-17'523	..	128'540	140'069	11'529
<i>Botswana</i>	..	23	..	..	104	33'946	33'842
<i>Egypte</i>	3'657	1'620	-10'310	31'300	2'1517	4'15'100	333'583
<i>Gabon</i>	6	657	..	..	179	2'672	2'493
<i>Maroc</i>	4'589	639	960	33'600	74'155	144'649	70'494
<i>Maurice</i>	..	12	-245	..	28977	40'049	11'072
<i>Namibie</i>	1'075	314	..	..	1'879	2'411	532
<i>Seychelles</i>	..	11	..	..	101	1'701	1'600
<i>Swaziland</i>	100	29	..	..	137	1'213	1'076
<i>Tunisie</i>	1'973	220	30'519	..	23'955	86'936	62'981
Non ventilé et projets régionaux	35'079	2'208	..	..	..	..	..
<b>Amérique</b>							
Pays les moins avancés (PMA)	136'025	56'281	-68'883	2'199'200	1'135'629	3'307'821	2'172'192
<i>Haïti</i>	4'121	3'940	0	..	3'144	1'418	-1'726
Pays à faible revenu (hors PMA)	4'121	3'940	..	..	3'144	1'418	-1'726
<i>Nicaragua</i>	20'084	4'842	0	..	2'743	2'448	-295
Pays à revenu moyen	20'084	4'842	..	..	2'743	2'448	-295
<i>Antigua-et-Barbuda</i>	93'560	46'213	-68'883	..	1'129'742	3'303'955	2'174'213
<i>Anguilla</i>	..	..	..	..	890	3'675	2'785
<i>Argentine</i>	..	..	..	..	4	68	64
<i>Barbade</i>	438	535	-3'585	356'800	57'926	248'842	190'916
<i>Bélice</i>	..	..	..	..	1'733	4'267	2'534
<i>Bolivie</i>	..	..	..	..	..	..	..
<i>Brazil</i>	18'990	5'431	-1'099	..	1'595	7'848	6'253
<i>Chili</i>	5'816	8'159	-18'061	162'100	443'946	1'163'573	719'627
<i>Colombie</i>	1'666	786	-3'210	-22'600	53'728	133'322	79'594
<i>Costa Rica</i>	18'456	5'558	-2'945	37'300	49'601	187'148	137'547
<i>Cuba</i>	638	494	86'000	84'268	31'870	31'870	-52'398
	4'358	849	..	..	28'828	9'347	-19'481

	APD, AASP <sup>c</sup>	Aide privée <sup>d</sup>	GRE <sup>e</sup>	IDE <sup>f</sup>	Importations	Exportations	Solde commercial <sup>g</sup>
<b>Amérique (suite)</b>							
Dominicaine, Rép.	1'167	1'233	-1'106	..	18'760	21'153	2'393
Dominique				..	60	1'598	1'538
El Salvador	2'465	2'287	-784	..	2'839	11'121	8'282
Equateur	10'128	5'153		13'900	43'804	45'291	1'487
Grenade				..	2'008	167	-1'841
Guatemala	3'752	4'831	-669	-6'000	16'009	24'058	8'049
Guyane				..	198	1'087	889
Honduras	2'663	1'562		..	10'364	18'446	8'082
Jamaïque				..	3'314	15'973	12'659
Mexique	428	2'592	-19'389	28'700	218'640	914'042	695'402
Montserrat				..	0	63	63
Panama		30	-353	..	41'395	200'830	159'435
Paraguay	771	678	-44	..	2'345	11'111	8'766
Pérou	21'341	4'884	-498	-10'800	19'250	62'460	43'210
Saint-Vincent				..	517	936	419
Sainte-Lucie				..	37	1'909	1'872
Suriname				..	145	2'730	2'585
Trinité et Tobago				..	966	5'340	4'374
Turks et Caïques, îles				..	84	1'004	920
Uruguay	333	116	-247	37'200	6'763	80'087	73'324
Venezuela	148	1'011	-16'893	176'600	19'705	93'969	74'264
Non ventilé et projets régionaux	18'259	1'286		..			
<b>Asie</b>							
Pays les moins avancés (PMA)	294'188	115'512	56'851	378'800	4'894'271	7'966'972	3'072'701
Afghanistan	72'413	44'971	0	0	96'654	119'985	23'331
Bangladesh	20'218	10'943		..	1'044	1'084	40
Bhoutan	14'499	3'345		..	65'164	60'623	-4'541
Cambodge	7'573	842		..	0	643	643
Laos	4'355	20'257		..	14'566	6'694	-7'862
Maldives	4'058	916		..	3'870	713	-3'157
				..	208	2'157	1'949

	APD, AASP <sup>c</sup>	Aide privée <sup>d</sup>	GRE <sup>e</sup>	IDE <sup>f</sup>	Importations	Exportations	Solde commercial <sup>g</sup>
<b>Asie (suite)</b>							
Myanmar (Birmanie)	2'581	1'060		..	5'684	3'069	-2'615
Népal	19'129	7'608		..	5'786	3'220	-2'566
Yémen				..	342	41'782	41'440
Pays à faible revenu (hors PMA)	132'165	34'519	-43'550	170'400	864'504	1'488'630	624'126
Arménie	2'963	651		..	1'545	8'296	6'751
Azerbaïdjan	3'405	69	-2'036	..	910	22'534	21'624
Corée, Dém.	5'357	956		..	1'185	7'944	6'759
Géorgie	9'310	300		..	499	7'607	7'108
Inde	33'155	20'148	-16'581	135'400	500'213	741'633	241'420
Indonésie	5'395	1'751	-22'720	-12'900	167'101	289'367	122'266
Kirghize, Rép.	11'571	3'677		..	273	1'984	1'711
Mongolie	2'019	704		..	1'750	6'299	4'549
Ouzbékistan	7'901	8		..	2'504	26'442	23'938
Pakistan	17'861	354	-2'130	23'200	36'647	245'533	208'886
Tadjikistan	18'035	303		..	204	470	266
Timor-Oriental	262	336		..	348	1'337	989
Vietnam	14'930	5'263	-83	24'700	151'325	129'184	-22'141
Pays à revenu moyen	60'973	35'424	117'994	163'600	3'920'878	6'242'650	2'321'772
Arabie saoudite				..			
Chine	16'785	4'002	-22'282	100	2'413'919	2'460'016	46'097
Irak	7'504	5'638	-267	..	0	38'406	38'406
Iran	1'866	12	184'539	..	170'539	541'480	370'941
Jordanie	2'979	170	-2'505	..	8'661	124'104	115'443
Kazakhstan	386	3'425	11'666	..	47'447	77'716	30'269
Liban	978	1'015	1'343	2'200	190'825	167'589	-23'236
Malaisie	347	298		81'000	174'749	449'393	274'644
Oman				..	2'503	97'811	95'308
Philippines	1'721	6'637	-10'300	-83'600	89'200	207'787	118'587
Sri Lanka	6'459	1'997		..	37'051	56'105	19'054
Syrie	1'116	103		..	3'118	109'151	106'033
Thaïlande	2'032	466	-44'200	181'500	608'146	777'595	169'449

	APD, AASP <sup>c</sup>	Aide privée <sup>d</sup>	GRE <sup>e</sup>	IDE <sup>f</sup>	Importations	Exportations	Solde commercial <sup>g</sup>
<b>Asie (suite)</b>							
<i>Turkménistan</i>	1'050	50			573	6'515	5'942
<i>Zones admin. palestinienne</i>	17'750	11'610			361	5'311	4'950
Pays à revenu plus élevé			-17'592		12'235	115'707	103'472
<i>Bahreïn</i>			-17'592		12'235	115'707	103'472
Non ventilé et projets régionaux	28'638	598					
<b>Océanie</b>	<b>344</b>	<b>432</b>	<b>0</b>	<b>6'400</b>	<b>481</b>	<b>2'644</b>	<b>2'163</b>
Pays les moins avancés (PMA)	15	11	0	0	4	422	418
<i>Samoa</i>		11			0	273	273
<i>Salomon, îles</i>					3	47	44
<i>Vanuatu</i>	15				1	102	101
Pays à faible revenu (hors PMA)	329	404	0	0	374	658	284
<i>Papouasie-Nouvelle-Guinée</i>	329	404			374	658	284
Pays à revenu moyen	0	18	0	0	103	1'564	1'461
<i>Cook</i>					3	0	-3
<i>Fidji</i>					63	1'426	1'363
<i>Micronésie</i>		18			0	1	1
<i>Nauru</i>					28	12	-16
<i>Niue</i>					9	0	-9
<i>Tonga</i>					0	125	125
Non ventilé et projets régionaux							
<b>Non ventilé par continent</b>	<b>360'394</b>	<b>62'027</b>					

Sources: Aide suisse aux pays en développement et aux pays en transition 2003, DDC, 2005; Direction générale des douanes, Statistique annuelle du commerce extérieur de la Suisse 2003, Berne, 2004.

.. = non disponible

<sup>a</sup> Le tableau 2 correspond au tableau 4.2. dans les Annuaires 2002 à 2004.

<sup>b</sup> Les niveaux de revenu correspondent à la classification du CAD, qui figure à la fin de cet Annuaire.

<sup>c</sup> Le CAD distingue les PMA, les autres pays à faible revenu (RNB par habitant inférieur à 745 dollars en 2001), les pays à revenu intermédiaire (RNB entre 746 et 9205 dollars par habitant), et les pays à revenu élevé (uniquement Bahreïn).

<sup>d</sup> APD = aide publique au développement, AASP = autres apports du secteur public.

<sup>e</sup> Aide privée = aide privée des ONG (projets financés par les fonds propres des ONG sans les contributions publiques).

<sup>e</sup> GRE = garantie contre les risques à l'exportation. Les chiffres négatifs dans les Garanties contre les risques à l'exportation (GRE) correspondent à une diminution du montant de la garantie.

<sup>f</sup> IDE = investissements directs à l'étranger. Pour les investissements directs à l'étranger, les données fournies par la Banque nationale suisse sont partielles : on n'a pas les données pour tous les pays, ni les sous-totaux par région et catégorie de pays. Pour des raisons de confidentialité, certains montants d'investissements dans quelques pays ne sont pas montrés de manière isolée, mais uniquement dans les totaux. Des chiffres négatifs pour les investissements directs correspondent à des désinvestissements dans un pays (flux de capitaux en retour).

<sup>g</sup> Solde commercial : un solde positif montre que les exportations vers un pays ou une région sont supérieures aux importations en provenance de ce pays ou de cette région. Un solde négatif montre que les importations en provenance d'un pays ou d'une région sont supérieures aux exportations de la Suisse vers ce pays ou cette région.

**Tableau 3<sup>e</sup> : Relations de la Suisse avec les pays en transition<sup>b</sup> (partie II de la liste du CAD) en 2003, en milliers de francs**

	AP, AASP <sup>c</sup>	Aide privée <sup>d</sup>	GRE <sup>e</sup>	IDE <sup>f</sup>	Importations	Exportations	Solde commercial <sup>g</sup>
Total	90'946	15'443	-17'857	1'560'800	7'536'704	15'795'709	8'259'005
<b>Pays en développement plus avancés (PED)</b>	<b>1'448</b>	<b>1'853</b>	<b>-22'831</b>	<b>1'452'400</b>	<b>3'632'946</b>	<b>10'493'908</b>	<b>6'860'962</b>
Antilles néerlandaises				..	311	27'898	27'587
Aruba				..	15	10'833	10'818
Bahamas				..	92'522	26'075	-66'447
Bermudes				..	176	53'701	53'525
Brunei				..	5	7'926	7'921
Caimans, Iles				..	186	26'117	25'931
Chypre	5			..	2'355	80'958	78'603
Corée	101	42	-2'852	26'500	507'748	1'101'586	593'838
Emirats arabes unis			-705	-38'000	128'291	908'461	780'170
Falkland, Iles				..		113	113
Gibraltar				..	29'942	11'444	-18'498
Hongkong, Chine	30	6	-1'049	133'800	648'720	4'002'187	3'353'467
Israël	569	1'523	-18'225	..	370'860	626'590	255'730
Koweït	4			..	406	244'373	243'967
Libye	3			..	755'881	122'304	-633'577
Macao	7			..	6'804	5'321	-1'483
Malte	600			..	4'782	77'340	72'558
Nouvelle-Calédonie				..	19	968	949
Polynésie française				..	906	3'203	2'297
Qatar				..	228	116'953	116'725
Singapour	2			-13'600	228'489	1'358'677	1'130'188

	AP, AASP <sup>c</sup>	Aide privée <sup>d</sup>	GRE <sup>e</sup>	IDE <sup>f</sup>	Importations	Exportations	Solde commercial <sup>g</sup>
Slovénie	76	151	..	..	173 034	292 764	119 730
Taïpei chinois (Taiwan)	51	131	41 100	..	521 027	1 329 740	808 713
Vierges, îles	..	..	..	..	160 239	58 376	-101 863
PED plus avancés, non ventilé	..	..	..	..	..	..	0
<b>Pays d'Europe centrale et orientale, nouveaux États indépendants (PECO/NEI)</b>	<b>89'458</b>	<b>13'591</b>	<b>4'974</b>	<b>108'400</b>	<b>3'903'758</b>	<b>5'301'801</b>	<b>1'398'043</b>
Bélarus	2'517	352	..	..	3'732	27'703	23'971
Bulgarie	13'421	829	..	..	61'886	178 897	117 011
Estonie	101	15	..	..	33 134	43 178	10 044
Hongrie	170	569	189 600	..	711 199	846 763	135 564
Lettonie	115	17	-1 266	..	7 766	103 655	95 889
Lituanie	604	..	-3	..	27 931	93 861	65 930
Pologne	310	640	-10 575	124 700	504 620	1 122 888	618 263
Roumanie	20 994	3 182	-10 033	..	142 231	305 191	162 960
Russie	17 568	1 982	36 009	107 700	1 175 563	1 064 728	-110 835
Slovaquie	809	75	-9 160	-4 900	306 582	283 417	-23 165
Tchéquie, Rép.	550	2 182	..	-501 400	882 810	1 032 420	149 610
Ukraine	7 408	1 159	..	..	46 304	199 105	152 801
PECO/NEI, non ventilé	24 893	2 590	..	..	..	..	0
Aide aux pays en transition, non ventilé	..	..	..	..	..	..	0

Sources : Aide suisse aux pays en développement et aux pays en transition 2003, DDC, 2005 ; Direction générale des douanes, *Statistique annuelle du commerce extérieur de la Suisse 2003*, Berne, 2004.

.. = non disponible

<sup>a</sup> Le tableau 3 correspond au tableau 4.3. dans les *Annuaire 2002 à 2004*.

<sup>b</sup> Les niveaux de revenu correspondent à la classification du CAD, qui figure à la fin de cet Annuaire.

<sup>c</sup> AP = aide publique, AASP = autres apports du secteur public.

<sup>d</sup> Aide privée = aide privée des ONG (projets financés par les fonds propres des ONG sans les contributions publiques).

<sup>e</sup> GRE = garantie contre les risques à l'exportation. Les chiffres négatifs dans les Garanties contre les risques à l'exportation (GRE) correspondent à une diminution du montant de la garantie.

<sup>f</sup> IDE = investissements directs à l'étranger. Pour les investissements directs à l'étranger, les données fournies par la Banque nationale suisse sont partielles : on n'a pas les données pour tous les pays, ni les

sous-totaux par région et catégorie de pays. Pour des raisons de confidentialité, certains montants d'investissements dans quelques pays ne sont pas montrés de manière isolée, mais uniquement dans les totaux. Des chiffres négatifs pour les investissements directs correspondent à des désinvestissements dans un pays (flux de capitaux en retour).

<sup>g</sup> Solde commercial : un solde positif montre que les exportations vers un pays ou une région sont supérieures aux importations en provenance de ce pays ou de cette région. Un solde négatif montre que les importations en provenance d'un pays ou d'une région sont supérieures aux exportations de la Suisse vers ce pays ou cette région.

---

## C. Caractéristiques des relations entre la Suisse et les pays en développement

---

### C.1. Faits saillants

---

Les tableaux introductifs 1 à 3 donnent la vue d'ensemble des relations de la Suisse avec tous les pays en développement et les pays en transition (voir la liste des pays selon la classification du CAD à la fin de cet Annuaire). Ils permettent de faire ressortir quelques caractéristiques de ces relations :

- ❑ Les apports du secteur privé sont dans l'ensemble beaucoup plus importants que les apports d'aide publique et privée. Si, en 2003, l'aide publique bilatérale aux pays en développement s'élève à 1271 millions de francs et l'aide des ONG à 377 millions de francs, les investissements directs à l'étranger atteignent 2,8 milliards de francs. Les relations économiques avec les pays en transition sont encore plus fortes pour cette même année : les pays en transition ont reçu 90,9 millions de francs d'APD et 15,4 millions de francs d'aide des ONG, et les investissements se sont élevés à 1,6 milliard de francs.
- ❑ La répartition géographique est très différente entre l'aide publique et les flux d'investissements privés : l'APD et l'aide des ONG sont essentiellement destinées aux pays à faible revenu, tandis que les investissements se dirigent surtout vers les pays à revenu moyen et les pays d'Europe centrale, et les exportations vers les pays à revenu moyen, les pays d'Europe centrale et orientale et les pays en développement avancés.
- ❑ La situation des pays africains est intéressante à relever : ils reçoivent 27 % de l'aide publique au développement bilatérale et le tiers de l'aide des ONG, mais ne représentent que 20 % des importations de la Suisse en provenance des pays en développement et 12 % des exportations ; les investissements nets sont même négatifs, ce qui représente un désinvestissement.
- ❑ La situation des 49 pays les moins avancés (PMA) est semblable : alors que les PMA ont reçu en 2003 27 % de l'APD totale et 40 % de l'aide des ONG, seul 1,9 % des importations en provenance des pays en développement (PED) émane de ces pays et les flux nets d'investissements n'ont constitué que 0,8 % des investissements totaux vers les PED. Les PMA ne représentent que 0,12 % des importations totales de la Suisse.
- ❑ Les flux financiers nets entre les pays en développement et la Suisse sont généralement en faveur de cette dernière. Si l'on prend en considération uniquement les flux d'aide publique et privée, les investissements et le solde commercial avec certaines régions en développement, on remarque que les flux de ces régions vers la Suisse sont supérieurs aux flux d'aide de la Suisse vers ces régions. Ces données sont partielles, car on ne tient pas compte de certains flux, difficiles à répartir par catégories de pays, comme les flux bancaires (service et remboursement de la dette, placements nets dans les banques suisses) ou les versements des migrants en Suisse à leurs familles.

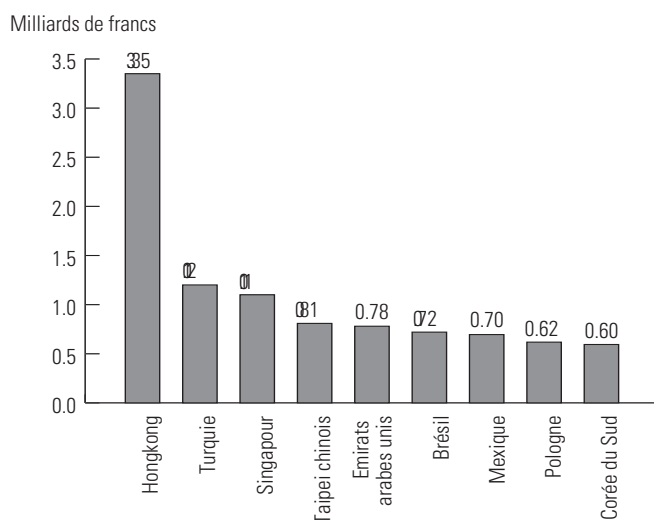
- L'aide publique bilatérale de la Confédération et l'aide des ONG suisses (aide financée par des fonds privés) ont une répartition géographique assez semblable, avec cependant, pour l'aide des ONG, une part plus importante destinée aux pays en développement d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

### C.1.1. Place des pays en développement et des pays en transition dans le commerce extérieur de la Suisse (tableaux de la section B)

Les importations totales de la Suisse s'élevaient à 129,7 milliards de francs en 2003. Si l'on applique la classification des pays établie par le CAD, les importations de la Suisse en provenance des pays en développement ont atteint 8,2 milliards de francs (soit 6,3 % des importations totales) et les importations en provenance des pays en transition 7,5 milliards de francs. Seuls 12,1 % des importations proviennent des pays en développement et des pays en transition, alors que 23 % des exportations vont vers ces pays.

La Suisse a le plus souvent une balance commerciale excédentaire avec les pays en développement et les pays en transition, alors que la balance commerciale est généralement déficitaire avec les pays industrialisés (voir les trois dernières colonnes des tableaux de la section B). Par exemple, en 2003, la Suisse a importé pour 41,9 milliards de francs de produits en provenance d'Allemagne et exporté pour 28,2 milliards de francs vers ce pays (soit un déficit commercial de 13,7 milliards de francs). L'excédent commercial avec l'ensemble des pays en développement s'est élevé en 2003 à 7,1 milliards de francs ; l'excédent commercial avec les pays en développement avancés a atteint quant à lui 6,9 milliards de francs, et celui avec les pays d'Europe centrale et orientale 1,4 milliard de francs.

**Graphique 1 : Pays en développement et en transition avec lesquels l'excédent commercial est le plus important, 2003**



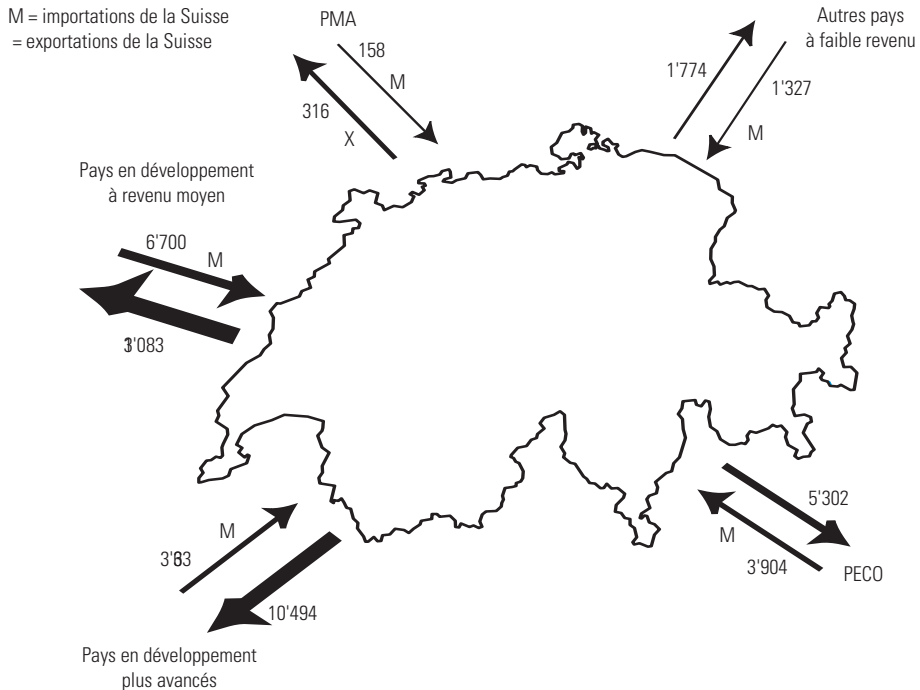
Source: Direction générale des douanes, Berne, Commerce extérieur de la Suisse, statistique selon les marchandises et les pays.

Le cas de la Chine est intéressant à relever, car la Suisse importait ces dernières années beaucoup plus qu'elle n'exportait vers ce pays, avec un solde commercial négatif allant en diminuant. Le solde commercial est devenu légèrement positif en 2003.

## C.2. Commerce extérieur de la Suisse

### C.2.1. Vue d'ensemble

**Schéma 1: Commerce de la Suisse avec les pays en développement et en transition, 2003  
(en millions de francs)**



Source: adaptée de: *Aus Fehlern lernen? Die Schweiz und die Dritte Welt*, Richard Gerster, Edition Ex Libris, Zurich, p. 65; Direction générale des douanes, *Statistique du commerce extérieur de la Suisse*, 2004, pp. 869-871 pour les chiffres actualisés.

La Suisse entretient des relations commerciales surtout avec les pays voisins et les pays industrialisés; 58% de ses importations proviennent des pays limitrophes et 44,5% de ses exportations leur sont destinés. Comme on le voit dans le tableau 4, seuls 5 pays en développement ou en transition figurent parmi les 20 principaux pays fournisseurs de la Suisse et 8 pays figurent dans les 20 principaux pays clients de la Suisse.

**Tableau 4: Les 20 premiers partenaires commerciaux de la Suisse, 2003**

Principaux fournisseurs				Principaux clients			
Importations				Exportations			
Pays <sup>a</sup>	Mio fr.	%	Σ%	Pays <sup>a</sup>	Mio fr.	%	Σ%
1. Allemagne féd.	41'895.5	32.3	32.3	1. Allemagne féd.	28'217.3	20.8	20.8
2. France	13'983.3	10.8	43.1	2. USA	14'943.4	11.0	31.9
3. Italie	13'854.0	10.7	53.7	3. France	11'815.1	8.7	40.6
4. USA	6'634.8	5.1	58.9	4. Italie	11'186.0	8.3	48.9
5. Pays-Bas	6'475.1	5.0	63.9	5. Grande-Bretagne	6'582.1	4.9	53.7
6. Autriche	5'487.4	4.2	68.1	6. Japon	5'405.7	4.0	57.7
7. Grande-Bretagne	5'260.2	4.1	72.1	7. Espagne	4'744.0	3.5	61.2
8. Irlande	4'794.1	3.7	75.8	8. Autriche	4'469.4	3.3	64.5
9. Belgique	3'943.0	3.0	78.9	9. Pays-Bas	4'402.1	3.3	67.8
10. Espagne	3'040.5	2.3	81.2	10. Hongkong	4'002.2	3.0	70.7
11. Japon	2'728.5	2.1	83.3	11. Belgique	2'649.4	2.0	72.7
12. Chine	2'413.9	1.9	85.2	12. Chine	2'460.0	1.8	74.5
13. Suède	1'660.8	1.3	86.5	13. Turquie	1'650.2	1.2	75.7
14. Russie	1'175.6	0.9	87.4	14. Suède	1'620.2	1.2	76.9
15. Danemark	1'057.8	0.8	88.2	15. Canada	1'428.9	1.1	78.0
16. Rep. tchèque	882.8	0.7	88.9	16. Singapour	1'358.7	1.0	79.0
17. Afrique du Sud	862.2	0.7	89.5	17. Taïwan	1'329.7	1.0	80.0
18. Finlande	797.3	0.6	90.1	18. Brésil	1'163.6	0.9	80.8
19. Libye	755.9	0.6	90.7	19. Arabie saoudite	1'123.7	0.8	81.6
20. Hongrie	711.2	0.5	91.3	20. Pologne	1'122.9	0.8	82.5
Autres pays	11'328.9	8.7	100.0	Autres pays	23'730.4	17.5	100.0
<b>Total</b>	<b>129'742.8</b>		<b>100.0</b>	<b>Total</b>	<b>135'405.0</b>		<b>100.0</b>

Source: Direction générale des douanes, *Commerce extérieur de la Suisse, statistique selon les marchandises et les pays*, Berne, 2004, pp. 869-871.

<sup>a</sup> En gras, pays compris dans la liste des pays en développement (partie I de la liste du CAD) ou des pays en transition (partie II de la liste du CAD).

Nous adoptons dès cette année une répartition géographique du commerce extérieur sur la base de la classification des pays établie par le CAD. Les tableaux 5 et 6 ne sont donc pas comparables avec les tableaux de la partie « Commerce » des années précédentes dans lesquels nous appliquions la classification des pays établie par la CNUCED. Le commerce avec tous les pays en développement et les pays en transition est détaillé dans les trois dernières colonnes des tableaux 1 à 3 de la section B de la présente partie statistique.

## C.2.2. Pays en développement et pays en transition

Les tableaux 5 et 6 montrent les 15 pays principaux partenaires commerciaux, respectivement dans le groupe des pays en développement et dans le groupe des pays en transition.

**Tableau 5: Les 15 premiers partenaires commerciaux de la Suisse dans les pays en développement<sup>a</sup>, 2003**

Principaux fournisseurs				Principaux clients			
Importations				Exportations			
Pays	Mio fr.	% <sup>b</sup>	% <sup>c</sup>	Pays	Mio fr.	% <sup>b</sup>	% <sup>c</sup>
1. Chine	2'413.9	29.4	1.86	1. Chine	2'460.0	16.1	1.82
2. Afrique du Sud	862.2	10.5	0.66	2. Turquie	1'650.2	10.8	1.22
3. Thaïlande	608.1	7.4	0.47	3. Brésil	1'163.6	7.6	0.86
4. Inde	500.2	6.1	0.39	4. Arabie saoudite	1'123.7	7.4	0.83
5. Brésil	443.9	5.4	0.34	5. Mexique	914.0	6.0	0.68
6. Turquie	432.6	5.3	0.33	6. Thaïlande	777.6	5.1	0.57
7. Nigeria	351.8	4.3	0.27	7. Inde	741.6	4.9	0.55
8. Mexique	218.6	2.7	0.17	8. Iran	541.5	3.5	0.40
9. Liban	190.8	2.3	0.15	9. Afrique du Sud	523.0	3.4	0.39
10. Malaisie	174.7	2.1	0.13	10. Malaisie	449.4	2.9	0.33
11. Arabie saoudite	173.8	2.1	0.13	11. Egypte	415.1	2.7	0.31
12. Iran	170.5	2.1	0.13	12. Indonésie	289.4	1.9	0.21
13. Indonésie	167.1	2.0	0.13	13. Argentine	248.8	1.6	0.18
14. Vietnam	151.3	1.8	0.12	14. Pakistan	245.5	1.6	0.18
15. Algérie	128.5	1.6	0.10	15. Croatie	213.7	1.4	0.16
Autres pays en dév.	1'209.3	14.8	0.93	Autres pays en dév.	3'531.2	23.1	2.61
<b>Total</b>	<b>8'197.3</b>	<b>100.0</b>	<b>6.32</b>	<b>Total</b>	<b>15'288.3</b>	<b>100.0</b>	<b>11.29</b>

Source : Direction générale des douanes, *Statistique du commerce extérieur de la Suisse*, 2004, pp. 869-871.

<sup>a</sup> Pays en développement selon la partie I de la liste du CAD (reproduite à la fin de l'Annuaire).

<sup>b</sup> Pourcentage du pays dans le total des importations/exportations des pays en développement.

<sup>c</sup> Pourcentage du pays dans le total des importations/exportations de tous les pays partenaires de la Suisse.

**Tableau 6: Les 15 premiers partenaires commerciaux de la Suisse dans les pays en transition<sup>a</sup>, 2003**

Principaux fournisseurs				Principaux clients			
Importations				Exportations			
Pays	Mio fr.	% <sup>b</sup>	% <sup>c</sup>	Pays	Mio fr.	% <sup>b</sup>	% <sup>c</sup>
1. Russie	1'175.6	15.6	0.91	1. Hongkong	4'002.2	25.3	2.96
2. Rép. tchèque	882.8	11.7	0.68	2. Singapour	1'358.7	8.6	1.00
3. Libye	755.9	10.0	0.58	3. Taïwan	1'329.7	8.4	0.98
4. Hongrie	711.2	9.4	0.55	4. Pologne	1'122.9	7.1	0.83
5. Hongkong	648.7	8.6	0.50	5. Corée du Sud	1'101.6	7.0	0.81
6. Taïwan	521.0	6.9	0.40	6. Russie	1'064.7	6.7	0.79
7. Corée du Sud	507.7	6.7	0.39	7. Rép. tchèque	1'032.4	6.5	0.76
8. Pologne	504.6	6.7	0.39	8. Emirats arabes unis	908.5	5.8	0.67
9. Israël	370.9	4.9	0.29	9. Hongrie	846.8	5.4	0.63
10. Slovaquie	306.6	4.1	0.24	10. Israël	626.6	4.0	0.46
11. Singapour	228.5	3.0	0.18	11. Roumanie	305.2	1.9	0.23
12. Slovénie	173.0	2.3	0.13	12. Slovénie	292.8	1.9	0.22
13. Vierges, îles	160.2	2.1	0.12	13. Slovaquie	283.4	1.8	0.21
14. Roumanie	142.2	1.9	0.11	14. Ukraine	199.1	1.3	0.15
15. Emirats arabes unis	128.3	1.7	0.10	15. Libye	122.3	0.8	0.09
Autres pays en transition	319.5	4.2	0.25	Autres pays en transition	1'198.8	7.6	0.89
<b>Total</b>	<b>7'536.7</b>	<b>100.0</b>	<b>5.81</b>	<b>Total</b>	<b>15'795.7</b>	<b>100.0</b>	<b>11.67</b>

Source : Direction générale des douanes, *Statistique du commerce extérieur de la Suisse*, 2004, pp. 869-871.

<sup>a</sup> Pays en développement plus avancés et pays d'Europe centrale et orientale selon la partie II de la liste du CAD (reproduite à la fin de l'Annuaire).

<sup>b</sup> Pourcentage du pays dans le total des importations/exportations des pays en transition.

<sup>c</sup> Pourcentage du pays dans le total des importations/exportations de tous les pays partenaires de la Suisse.

### C.2.3. Cinq exemples de produits agricoles importés par la Suisse

Le tableau suivant présente des données sur les principales provenances de quelques produits importés par la Suisse. Les importations ont beaucoup varié en valeur d'une année à l'autre dans les années 1990, notamment en raison des fortes fluctuations des prix mondiaux pour certains produits comme le café et le cacao.

**Tableau 7: Principaux pays fournisseurs de certains produits agricoles importés par la Suisse, 2004 (en milliers de francs et en pourcentage)**

<b>Roses fraîches coupées pour bouquets</b>	<b>en milliers de francs</b>	<b>en % du total</b>
Pays industrialisés	32'142.6	60.5
Equateur	8'351.8	15.7
Kenya	6'782.7	12.8
Zimbabwe	2'697.1	5.1
Tanzanie	1'620.7	3.1
Colombie	1'070.5	2.0
Divers	440.3	0.8
<b>Total</b>	<b>53'105.7</b>	<b>100.0</b>
<b>Evolution des dernières années</b>	<b>en milliers de francs</b>	<b>en fr./quintal</b>
1990	21'044.2	1748.5
1995	28'067.0	1779.0
2000	58'371.7	1687.5
2003	57'732.3	1515.9
2004	53'105.7	1415.5

<b>Bananes</b>	<b>en milliers de francs</b>	<b>en % du total</b>
Costa Rica	41'617.1	41.3
Colombie	23'534.8	23.3
Equateur	16'207.1	16.1
Rép. dominicaine	6'758.7	6.7
Panama	5'548.2	5.5
Pérou	2'323.8	2.3
Divers pays de l'UE	1'792.6	1.8
Divers pays en développement	3'057.7	3.0
<b>Total</b>	<b>100'840.0</b>	<b>100.0</b>
<b>Evolution des dernières années</b>	<b>en milliers de francs</b>	<b>en fr./quintal</b>
1990	95'430.9	125.8
1995	88'961.5	118.6
2000	103'456.2	143.0
2003	105'613.0	146.3
2004	100'840.0	137.1

<b>Café non torréfié</b>	<b>en milliers de francs</b>	<b>en % du total</b>
Brésil	34'943.0	25.5
Colombie	16'736.4	12.2
Mexique	13'933.1	10.2
Guatemala	8'475.9	6.2
Inde	7'120.8	5.2
Costa Rica	6'806.1	5.0
Ethiopie	6'720.3	4.9
Honduras	5'715.5	4.2
Ouganda	5'331.5	3.9
Kenya	5'203.8	3.8
Laos	3'635.6	2.7
Pérou	3'225.3	2.4
Indonésie	3'155.1	2.3
Autres pays	16'001.9	11.7
<b>Total</b>	<b>137'004.3</b>	<b>100.0</b>
<b>Evolution des dernières années</b>	<b>en milliers de francs</b>	<b>en fr./quintal</b>
1990	220'881.8	340.0
1995	242'712.7	422.4
2000	232'748.8	349.3
2003	144'036.8	199.4
2004	137'004.3	208.1

<b>Fèves de cacao</b>	<b>en milliers de francs</b>	<b>en % du total</b>
Ghana	22'540.3	32.7
Equateur	13'102.9	19.0
Côte d'Ivoire	11'162.7	16.2
Grenade	1'936.9	2.8
Jamaïque	1'835.1	2.7
Nigeria	1'743.9	2.5
Venezuela	1'413.7	2.0
Cuba	1'203.9	1.7
Pays de l'UE	12'358.6	17.9
Autres pays	1'719.9	2.5
<b>Total</b>	<b>69'017.9</b>	<b>100.0</b>
<b>Evolution des dernières années</b>	<b>en milliers de francs</b>	<b>en fr./quintal</b>
1990	53'482.6	250.3
1995	50'757.4	213.5
2000	49'019.1	222.9
2003	92'889.6	351.2
2004	69'017.9	271.7

<b>Beurre de cacao, graisse et huile</b>	<b>en milliers de francs</b>	<b>en % du total</b>
Pays-Bas	80'224.2	75.2
France	17'539.1	16.4
Autres pays industrialisés	8'267.9	7.8
Pays en développement	612.9	0.6
<b>Total</b>	<b>106'644.1</b>	

Source: Direction générale des douanes, *Commerce extérieur de la Suisse, statistique selon les marchandises et les pays*, Berne, Annuaire 2004, 2000, 1995 et 1990, pour les lignes tarifaires 0603.1072 (roses), 0803.0000 (bananes), 0901.1100 (café), 1801.0000 (cacao).

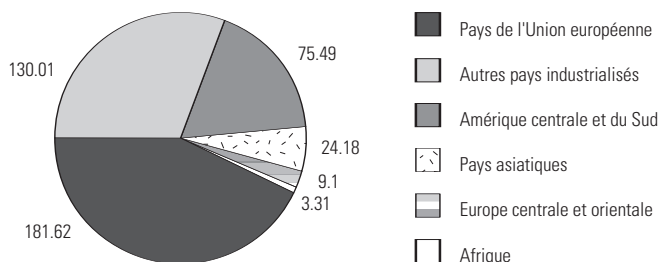
### C.3. Investissements directs à l'étranger

#### C.3.1. Stock des investissements à la fin de 2003

Le rôle des investissements directs est important pour les pays en développement: ils favorisent le transfert de technologies et la création d'emplois; en outre, moins volatils que les investissements de portefeuille, ils constituent des capitaux relativement stables pour les pays en développement.

En 2003, les stocks totaux des investissements suisses à l'étranger s'élevaient, selon les chiffres publiés par la Banque nationale suisse, à 424 milliards de francs, dont 43 % investis dans des pays de l'Union européenne, 31 % dans les autres pays industrialisés et 26 % (112,1 milliards de francs) dans des pays en développement ou en transition (voir graphique 2).

**Graphique 2: Répartition des stocks d'investissements directs suisses à l'étranger, fin 2003 (en milliards de francs)**



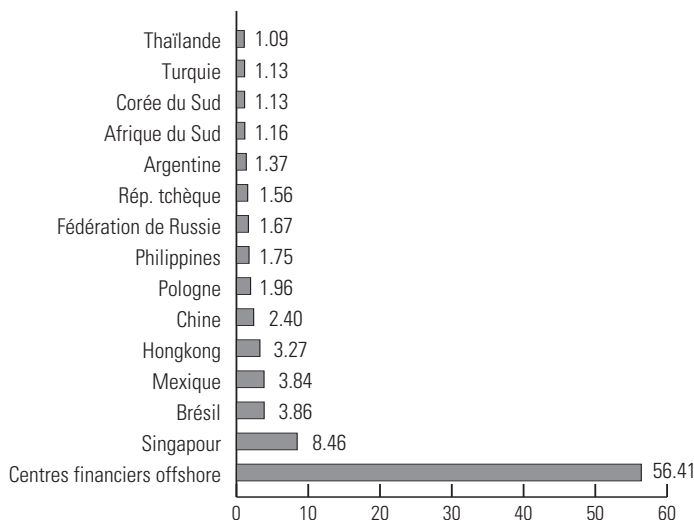
Source: Banque nationale Suisse, <www.snb.ch>, sous « Publications », « Balance des paiements et position extérieure nette de la Suisse », « Investissements directs ».

Les investissements directs à l'étranger se concentrent sur un petit nombre de pays en développement ou en transition. D'autres pays et régions restent largement à l'écart des investissements. Le stock des investissements dans l'ensemble des pays africains ne représentait par exemple que 0,8 % des investissements totaux (ou 3 % seulement des investissements dans les pays en développement et en transition). Les investissements en Afrique se concentrent surtout sur l'Afrique du Sud (1,15 milliard), l'Egypte (338 millions) et le Maroc (263 millions de francs).

Le graphique 3 montre les pays en développement ou en transition où les stocks d'investissements sont les plus importants à la fin de 2003. 50,3 % des investissements sont concentrés dans les centres financiers offshore<sup>1</sup>, 81 % se sont concentrés sur ces centres offshore et les 14 pays principaux de destination des investissements suisses.

<sup>1</sup> Centres financiers offshore: Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis et, depuis 2000, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, îles Turks et Caïcos.

**Graphique 3: Principaux pays en développement et en transition de destination des investissements directs suisses, stock fin 2003 (en milliards de francs)**



Source : Banque nationale suisse, <www.snb.ch>, sous « Publications », « Balance des paiements et position extérieure nette de la Suisse », « Investissements directs ».

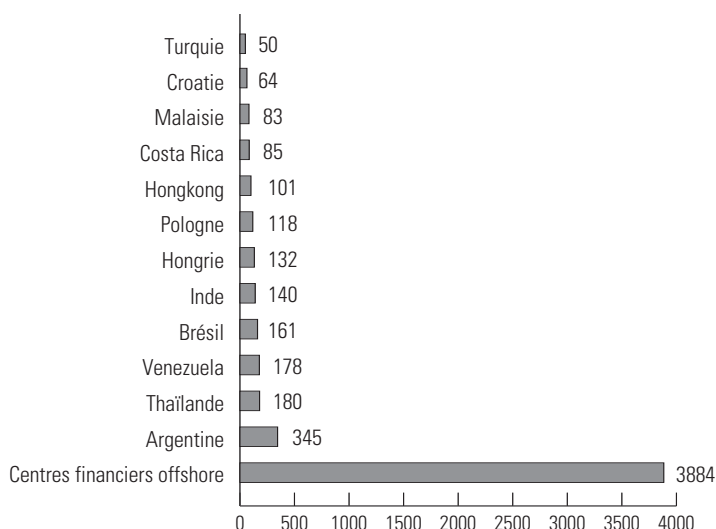
### C.3.2. Flux d'investissements directs suisses à l'étranger en 2003

Les statistiques de la Banque nationale suisse montrent les flux d'investissements directs suisses par pays de destination. Les flux varient beaucoup d'une année à l'autre. Ces dernières années, ils se sont élevés à 50 milliards de francs en 1999 puis à 75,4 milliards en 2000, pour baisser ensuite à 31 milliards en 2001 et 12,2 milliards en 2002.

En 2003, les flux d'investissements directs suisses à l'étranger ont atteint 20,4 milliards de francs, dont 6 milliards destinés à des pays de l'Union européenne et 4 milliards à des pays en développement et des pays en transition. Comparés aux montants de l'APD (1,7 milliard de francs en 2003), ces investissements sont donc des flux importants. Mais il faut préciser qu'ils se dirigent vers quelques régions et pays seulement, comme le montre le graphique 4<sup>2</sup>, et que d'autres régions restent totalement à l'écart de ces flux. En 2003, ils étaient largement négatifs envers l'Afrique, marquant un désinvestissement de 248 millions de francs.

<sup>2</sup> Le total des flux d'investissements pour les pays mentionnés dans le graphique 4 est supérieur au total des investissements totaux dans les pays en développement et en transition. Cela s'explique par le fait que les flux d'investissements sont négatifs (désinvestissements) pour beaucoup de pays en développement en 2003.

**Graphique 4: Principaux pays en développement et en transition de destination des flux d'investissements directs suisses, 2003 (en millions de francs)**



Source : Banque nationale suisse, <[www.snb.ch](http://www.snb.ch)>, sous « Publications », « Balance des paiements et position extérieure nette de la Suisse », « Investissements directs ».

#### □ *Précisions*

La Banque nationale suisse recueille les informations sur les investissements directs à l'étranger: lorsqu'un investisseur participe pour au moins 10% au capital d'une entreprise à l'étranger ou fonde une filiale ou une succursale à l'étranger. Les flux d'investissements enregistrés pendant une année recensent les participations aux fonds propres (fondations, acquisitions, ventes, augmentations de capital), les crédits au sein de groupes ainsi que les bénéfices réinvestis. Ce sont des flux nets, un chiffre négatif montrant un désinvestissement. Le stock à la fin d'une année plus le flux de l'année suivante n'égale pas forcément le stock à la fin de l'année suivante, car les variations de stocks proviennent aussi de facteurs qui n'apparaissent pas dans les flux (évolution du taux de change, modification dans les méthodes comptable); les acquisitions financées à l'étranger ne donnent pas lieu non plus à des flux de capitaux. Les statistiques essaient de tenir compte autant que possible du pays du bénéficiaire final, ce qui n'est pas toujours possible, comme par exemple dans le cas des centres financiers offshore.

#### C.4. Aide publique au développement des pays du CAD et de la Suisse

---

##### □ *Evolution de l'APD des pays du CAD et de la Suisse sur une longue période*<sup>3</sup>

L'APD des pays du CAD a atteint le niveau record de 69 milliards de dollars en 2003. Le précédent record en volume s'était produit en 1992, avec une aide totale de 60,9 milliards de dollars (voir graphique 5).

Exprimée en pourcentage du revenu national brut, cette hausse est cependant plus modeste, puisque l'APD des pays du CAD a passé de 0,22 % du RNB en 2001 à 0,25 % en 2003, ce qui reste bien en deçà de l'objectif de 0,7 % du RNB fixé par les Nations unies et même du 0,33 % enregistré en moyenne pendant la période 1980-1992 (voir graphique 7).

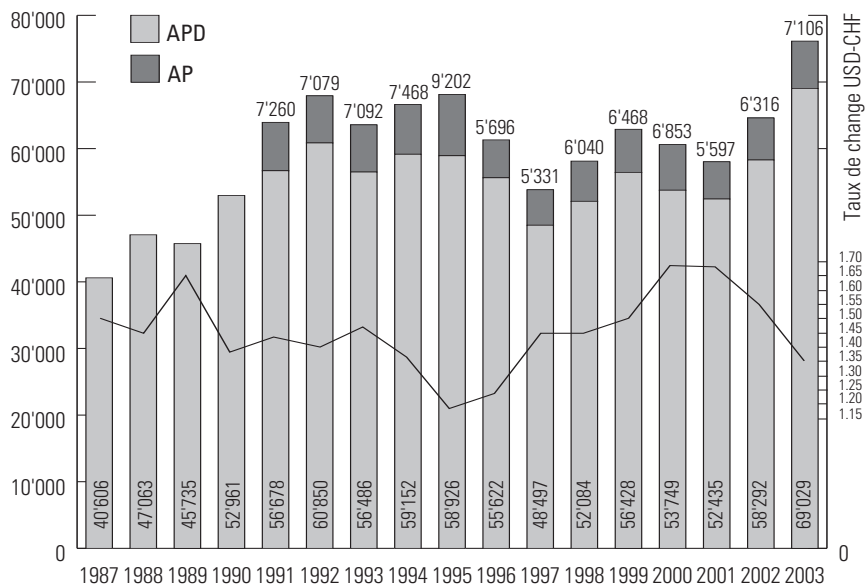
Quelques facteurs expliquent une grande partie de l'augmentation de l'APD ces dernières années :

- 74 % de l'augmentation de l'APD de 2002 à 2003 sont dus aux effets de l'inflation et surtout de la baisse de la valeur extérieure du dollar.
- Les dons bilatéraux ont beaucoup augmenté pour quelques pays particuliers, dont 1,9 milliard d'APD bilatérale en plus au seul bénéfice de l'Irak.
- Les dons nets sous forme d'annulations de dettes ont également augmenté, de 2,1 milliards de dollars. Les mesures d'allègement de dette se sont élevées à 9,4 milliards de dollars en 2003, soit près de 14 % de l'APD totale des pays du CAD. Les mesures d'allègement de dette de la France ont dépassé les 2,9 milliards de dollars, soit plus de 40 % de l'APD de ce pays. Pour la Suisse, ces mesures ont atteint 75 millions de dollars, soit 5,8 % de l'APD totale.

L'APD de la Suisse a également atteint un niveau record en 2003, dépassant le montant d'APD versé en 1992 lorsque la Suisse avait rejoint les institutions de Bretton Woods (voir graphique 6). Ceci s'explique en partie par un versement à l'AID différé de 2002 à 2003.

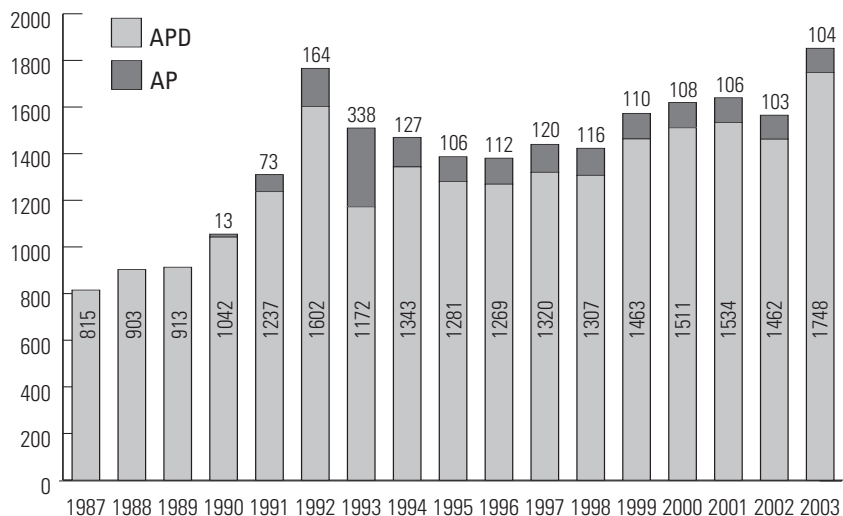
<sup>3</sup> Sources : OCDE, statistiques du CAD et Commentaire de l'OCDE sur les données finales sur l'APD pour 2003, <[www.oecd.org/cad](http://www.oecd.org/cad)>.

**Graphique 5: Evolution de l'aide des pays du CAD, 1987-2003 (en millions de dollars)**



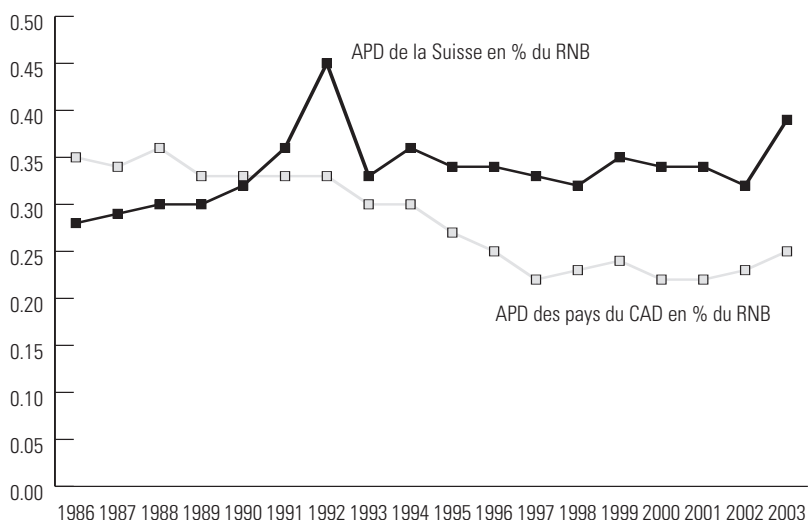
Source: OCDE, statistiques du CAD, <www.oecd.org/cad>.

**Graphique 6: Evolution de l'aide de la Suisse, 1987-2003 (en millions de francs)**



Source: OCDE, statistiques du CAD, <www.oecd.org/cad>.

**Graphique 7: Evolution de l'APD des pays du CAD et de la Suisse, 1986-2003  
(en pourcentage du RNB)**

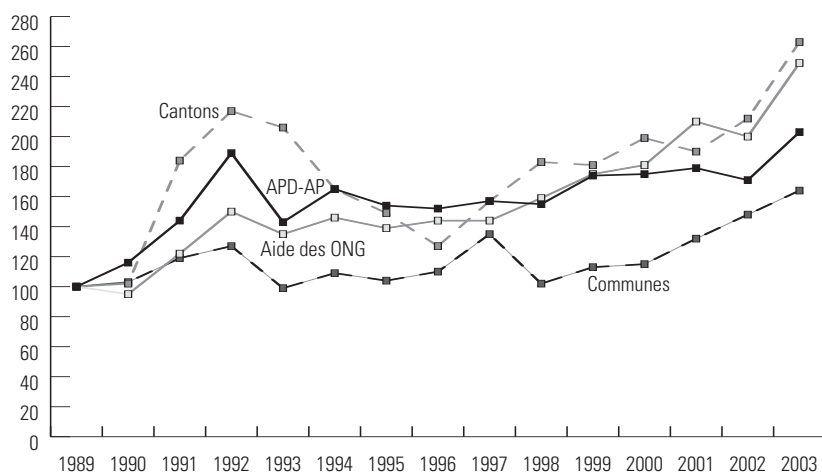


Source : OCDE, statistiques du CAD, <[www.oecd.org/cad](http://www.oecd.org/cad)>.

L'aide des cantons et communes suisses entre dans l'agrégat d'AP ou d'APD mais est représentée dans le graphique 8 ci-dessous de manière séparée pour en constater l'évolution au cours du temps.

Les chiffres à l'origine des courbes des cantons, des communes et des ONG sont obtenus par des enquêtes annuelles, dont le taux de réponse est un élément significatif du résultat. Ils doivent donc être considérés comme des minimums.

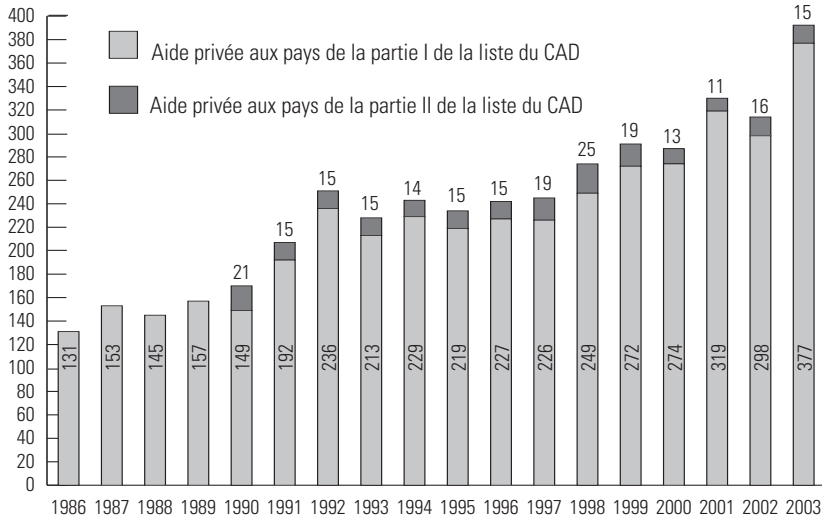
**Graphique 8: Evolution de l'APD-AP et de l'aide privée des ONG pour la Suisse, 1989-2003  
(index 1989 : 100)**



Sources : Swissaid, *Aide suisse aux pays en développement*, 1988-1990, Berne; iuéd/DDC, *Aide suisse aux pays en développement et aux pays de l'Europe orientale*, publications de 1991 à 2000, Genève; DDC, service statistique, *Aide de la Suisse aux pays en développement et aux pays en transition* 2001, 2002 et 2003.

Les ONG financent des projets d'aide partiellement ou en totalité avec leurs fonds propres et les chiffres de cette aide privée se sont élevés en 2003 à 377 millions en faveur des pays en développement (partie I de la liste du CAD) et à 15 millions en faveur des pays en transition (partie II de la liste du CAD) (voir liste à la fin du présent Annuaire).

**Graphique 9: Evolution de l'aide privée des ONG sises en Suisse, 1986-2003**  
(en millions de francs)



Sources: Swissaid, *Aide suisse aux pays en développement*, 1988-1990, Berne; iuéd/DDC, *Aide suisse aux pays en développement et aux pays de l'Europe orientale*, publications de 1991 à 2000, Genève; DDC, service statistique, *Aide de la Suisse aux pays en développement et aux pays en transition 2001, 2002 et 2003*.

---

## Abréviations

---

ACICI	Agence de coopération et d'information pour le commerce international
ACP	Afrique-Caraïbes-Pacifique
ACWL	Centre consultatif sur la législation de l'OMC
ADM	Armes de destruction massive
ADPIC	Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce
AELE	Association européenne de libre-échange
AFD	Administration fédérale des douanes
AFF	Administration fédérale des finances
AG	Assemblée générale
AID	Agence internationale de développement (BM)
AOC	Afrique de l'Ouest et du Centre
AP	Aide publique aux pays et territoires en transition (selon la liste établie par le CAD, reproduite à la fin de cet <i>Annuaire</i> )
APA	Accès aux ressources génétiques et partage équitable des avantages
APD	Aide publique aux pays et territoires en développement (selon la liste établie par le CAD, reproduite à la fin de cet <i>Annuaire</i> )
AP(D)	Ensemble de l'APD et de l'AP
ARE	Office fédéral du développement territorial
ASRE	Assurance suisse contre les risques à l'exportation (nouveau nom de la GRE figurant dans le projet de révision de la loi sur la GRE)
BAfD	Banque africaine de développement
BAAsD	Banque asiatique de développement
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
BID	Banque interaméricaine de développement
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
BM	Banque mondiale (en anglais «WB»)
BNS	Banque nationale suisse
BRI	Banque des règlements internationaux
BUCO	Bureaux de coordination (DDC)
CAC	Convention sur les armes chimiques
CAD	Comité d'aide au développement (OCDE)
CCAC	Convention sur certaines armes classiques
CCCI	Conseil canadien pour la coopération internationale
CDB	Convention sur la diversité biologique
CDD	Commission des Nations unies pour le développement

CEI	Communauté des Etats indépendants
CFB	Commission fédérale des banques
CFE	Commission fédérale des étrangers
CFR	Commission fédérale contre le racisme
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
Ci-Rio	Comité interdépartemental de Rio
CCNUCC	Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques
CNUCED	Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (en anglais «UNCTAD»)
COP	Conférence des parties
CPEA	Conseil de partenariat euro-atlantique
CPI	Cour pénale internationale
CPSI	Centre de politique de sécurité internationale (DFAE)
CSLP	Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (BM et FMI)
CSS	Center for Security Studies (EPFZ)
CT	Communauté de travail Swissaid – Action de Carême – Pain pour le prochain – Helvetas – Caritas – EPER
DCAF	Centre pour le contrôle démocratique des forces armées – Genève
DDC	Direction du développement et de la coopération (DFAE)
DDPS	Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports
DETEC	Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication
DFAE	Département fédéral des affaires étrangères
DFE	Département fédéral de l'économie
DFF	Département fédéral des finances
DFI	Département fédéral de l'intérieur
DFJP	Département fédéral de justice et police
DSRP	Document de stratégie de réduction de la pauvreté (BM et FMI)
DTS	Droits de tirage spéciaux
EIMP	Loi fédérale du 20 mars 1981 sur l'entraide internationale en matière pénale (Loi sur l'entraide pénale internationale)
EPER	Entraide protestante (Suisse)
ECOSOC	Conseil économique et social (ONU)
EPFZ	Ecole polytechnique fédérale de Zurich
EUFOR	European Union Force
FAfD	Fonds africain de développement
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FAfD	Fonds asiatique de développement
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FF	<i>Feuille fédérale</i> , < <a href="http://www.admin.ch/ch/f/ff/index.html">www.admin.ch/ch/f/ff/index.html</a> >
FiBL	Institut de recherche de l'agriculture biologique

FIDA	Fonds international de développement agricole
FMI	Fonds monétaire international (en anglais «IMF»)
FNS	Fonds national suisse de la recherche scientifique
FNUAP	Fonds des Nations unies pour la population
FRPC	Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance (FMI)
G-7/G-8	Groupe des sept pays les plus industrialisés du monde, réunissant la République fédérale d'Allemagne, le Canada, les Etats-Unis, la France, l'Italie, le Japon et le Royaume-Uni. La Russie sera membre à part entière dès 2006 (G-8)
G-10	Dans le cadre des négociations sur l'agriculture à l'OMC, groupe de pays (Bulgarie, Taïwan, Islande, Israël, Liechtenstein, Japon, Corée, île Maurice, Norvège et Suisse) défendant les aspects non commerciaux de l'agriculture
G-20	Dans le cadre des négociations sur l'agriculture à l'OMC, groupe de pays hostiles aux subventions agricoles des pays industrialisés
G-24	Groupe des 24 pays les plus industrialisés du monde
GAFI	Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (OCDE)
GCRAI	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
GCSP	Centre de politique de sécurité, Genève
GF-ATM	<i>Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria</i> Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme
GICHD	Centre international de déminage humanitaire – Genève
GRE	Garantie contre les risques à l'exportation (seco)
GRI	Garantie contre les risques à l'investissement (seco)
HCR	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
HIPC	Highly Indebted Poor Countries (en français «PPTÉ»)
IBW	Institutions de Bretton Woods
ICBL	Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres
ICTSD	International Centre for Trade and Sustainable Development
IDE	Investissement direct étranger
IDEAS Centre	International Trade, Development, Economic Governance, Advisory Services Centre (Genève)
IFF	International Finance Facility
IIF	Institute of International Finance
IMES	Office fédéral de l'immigration, de l'intégration et de l'émigration (fusionné dans l'ODM dès le 1 <sup>er</sup> janvier 2005)
IMF	International Monetary Front (en français «FMI»)
IPI	Institut fédéral de la propriété intellectuelle
IPP	Programme de partenariat individuel (OTAN)

ISN	International Relations and Security Network (réseau travaillant sur mandat de la Confédération au sein du CSS)
iuéd	Institut universitaire d'études du développement (Genève)
IUHEI	Institut universitaire de hautes études internationales (Genève)
JPOI	<i>Johannesburg Plan of Implementation</i> /Plan de mise en œuvre de Johannesburg
LARE	Loi fédérale sur l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation
LEtr	Nouvelle Loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers
LOT	Liaison and Observation Team (EUFOR)
LSEE	Loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers
MASG	<i>Mine Action Support Group</i> /Groupe de soutien à l'action contre les mines (ONU)
MERCOSUR	Mercado Común del Sur (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay)
MOP	Réunion des parties
MRDS	Mécanisme de restructuration de la dette souveraine (FMI)
MROS	<i>Money Laundering Reporting Office Switzerland</i> /Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent (OFP)
NEI	Nouveaux Etats indépendants
NEM	Non-entrée en matière
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique
NGLS	United Nations Non-Governmental Liaison Service
NU	Nations unies
NZZ	<i>Neue Zürcher Zeitung</i>
OCHA	Bureau de l'ONU de la coordination des affaires humanitaires
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODM	Office fédéral des migrations (né de la fusion, le 1 <sup>er</sup> janvier 2005, de l'IMES et de l'ODR)
ODR	Office fédéral des réfugiés (fusionné dans l'ODM dès le 1 <sup>er</sup> janvier 2005)
OED	<i>Operation Evaluation Department</i> /Département d'évaluation des opérations (BM)
OFAG	Office fédéral de l'agriculture
OFCOM	Office fédéral de la communication
OFE	Office fédéral des étrangers (devenu IMES le 1 <sup>er</sup> mai 2003)
OFEFP	Office fédéral de l'environnement, de la forêt et du paysage
OFEN	Office fédéral de l'énergie
OFES	Office fédéral de l'éducation et de la science

OFF	Office fédéral de la police
OFS	Office fédéral de la statistique
OFSP	Office fédéral de la santé publique
OGM	Organisme génétiquement modifié
OIT	Organisation internationale du travail
OMC	Organisation mondiale du commerce (en anglais «WTO»)
OMCT	Organisation mondiale contre la torture
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement (ONU)
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
ONUDI	Organisation des Nations unies pour le développement industriel
ONUSIDA	Programme commun des Nations unies sur le VIH/sida
ORD	Organe de règlement des différends (OMC)
OSAR	Organisation suisse d'aide aux réfugiés
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
OSEC	Office suisse d'expansion commerciale
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
OVM	Organisme vivant modifié
PA	Pays en développement plus avancés
PAB	Programme d'allègement budgétaire (Conseil fédéral)
PAM	Programme alimentaire mondial
PDC	Parti démocrate-chrétien suisse
PECO	Pays d'Europe centrale et orientale
PMA	Pays les moins avancés
PMAD	Politique de maîtrise des armements et de désarmement
PME	Petites et moyennes entreprises
PNB	Produit national brut
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations unies pour l'environnement
POP	Polluants organiques persistants
PPP	– Personne politiquement exposée – Partenariat pour la paix (CPEA)
PPTE	Pays pauvres très endettés (en anglais «HIPC»)
PRD	Parti radical-démocratique suisse
PS	Parti socialiste suisse
PVD	Pays en voie de développement
RFY	République fédérale de Yougoslavie (en février 2003, la RFY a changé de nom pour devenir la «Serbie-et-Monténégro»)
RNB	Revenu national brut
RO	<i>Recueil officiel des lois fédérales</i> , < <a href="http://www.admin.ch/ch/f/as/index.html">www.admin.ch/ch/f/as/index.html</a> >
RS	<i>Recueil systématique du droit fédéral</i> , < <a href="http://www.admin.ch/ch/f/rs/rs.html">www.admin.ch/ch/f/rs/rs.html</a> >

SACU	Union douanière d'Afrique australe (Afrique du Sud, Botswana, Lesotho, Namibie, Swaziland)
seco	Secrétariat d'Etat à l'économie
SFOR	Stabilisation Force (OTAN)
sida	Syndrome immunodéficientaire acquis
SIPPO	<i>Swiss Import Promotion Program</i> /Programme suisse pour la promotion des importations
SRAS	Syndrome respiratoire aigu sévère
SRP	Stratégie de réduction de la pauvreté (BM et FMI)
TIC	Technologies de l'information et de la communication
TRIAL	Track Impunity Always (association suisse contre l'impunité)
UDC	Union démocratique du centre
UE	Union européenne
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature
UNCTAD	United Nations Conference on Trade and Development (en français « CNUCED »)
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance
UNIFEM	Fonds des Nations unies pour le développement de la femme
UNITAR	Institut des Nations unies pour la formation et la recherche
UNMAS	<i>UN Mine Action Service</i> /Service des Nations unies pour l'action antimines
UNRWA	<i>United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees</i> /Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient
USS	Union syndicale suisse
WB	World Bank (en français « BM »)
WTO	World Trade Organization (en français « OMC »)

## Liste des pays bénéficiaires de l'aide établie par le CAD, 1<sup>er</sup> janvier 2003<sup>a</sup>

### Partie I: Pays et territoires en développement (aide publique au développement)

#### PMA – Pays les moins avancés

Afghanistan	Guinée équatoriale	Rwanda
Angola	Guinée-Bissau	Salomon, Iles
Bangladesh	Haïti	Samoa
Bénin	Kiribati	São Tomé et Príncipe
Bhoutan	Laos	Sénégal
Burkina Faso	Lesotho	Sierra Leone
Burundi	Libéria	Somalie
Cambodge	Madagascar	Soudan
Cap-Vert	Malawi	Tanzanie
Centrafricaine, Rép.	Maldives	Tchad
Comores	Mali	Timor-Leste
Congo, Rép. dém.	Mauritanie	Togo
Djibouti	Mozambique	Tuvalu
Erythrée	Myanmar	Vanuatu
Ethiopie	Népal	Yémen
Gambie	Niger	Zambie
Guinée	Ouganda	

#### PFR – Pays à faible revenu (RNB par habitant <745 dollars en 2001)

*Arménie	Inde	*Ouzbékistan
*Azerbaïdjan	Indonésie	Pakistan
Cameroun	Kenya	Papouasie-Nouvelle-Guinée
Congo, Rép.	*Kirghize, Rép.	*Tadjikistan
Corée, Rép. dém.	*Moldova	Vietnam
Côte d'Ivoire	Mongolie	Zimbabwe
*Géorgie	Nicaragua	
Ghana	Nigeria	

#### PRITI – Pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure (RNB par habitant 746-2975 dollars en 2001)

Afrique du Sud	Honduras	Serbie et Monténégro
*Albanie	Irak	Sri Lanka
Algérie	Iran	St-Vincent et Grenadines
Belize	Jamaïque	Suriname
Bolivie	Jordanie	Swaziland
Bosnie-Herzégovine	*Kazakhstan	Syrie
Chine	Macédoine	Thaïlande
Colombie	(ex-Rép. yougoslave)	◆ Tokelau
Cuba	Maroc	Tonga
Dominicaine, Rép.	Marshall, Iles	Tunisie
Egypte	Micronésie, Etats fédérés	*Turkménistan
El Salvador	Namibie	Turquie
Equateur	Niue	◆ Wallis et Futuna
Fidji	Paraguay	Zones sous administration palestinienne
Guatemala	Pérou	
Guyana	Philippines	

<sup>a</sup> Les listes I et II du CAD sont définies chaque année par le Comité d'aide au développement de l'OCDE.

\* Pays d'Europe centrale et orientale et Nouveaux Etats indépendants de l'ex-Union soviétique (PECO/NEI).

◆ Territoire.

**PRITS – Pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure (RNB par habitant 2976-9205 dollars en 2001)**

Anguilla	Dominique	Palaos, Iles
♦Antigua-et-Barbuda	Gabon	Panama
Arabie saoudite	Grenade	Seychelles
Argentine	Liban	St Kitts et Nevis
Barbade	Malaisie	♦Ste-Hélène
Botswana	Maurice	Ste-Lucie
Brésil	♦Mayotte	Trinité-et-Tobago
Chili	Mexique	♦Turks et Caïques, Iles
Cook, Iles	♦Montserrat	Uruguay
Costa Rica	Nauru	Venezuela
Croatie	Oman	

**PRE – Pays à revenu élevé (RNB par habitant > 9206 dollars en 2001)**

Bahreïn

---

**Partie II: Pays et territoires en transition (aide publique)****Pays de l'Europe centrale et orientale /****Nouveaux Etats indépendants de l'ex-Union soviétique (PECO/NEI)**

*Bélarus	*Lettonie	*Russie
*Bulgarie	*Lituanie	*Slovaquie
*Estonie	*Pologne	*Tchèque, Rép.
*Hongrie	*Roumanie	*Ukraine

**PED PA (Pays et territoires en développement plus avancés)**

♦Antilles néerlandaises	Emirats arabes unis	Malte
♦Aruba	♦Falkland, Iles	♦Nouvelle-Calédonie
Bahamas	♦Gibraltar	♦Polynésie française
♦Bermudes	♦Hongkong, Chine	Qatar
Brunei	Israël	Singapour
♦Caïmans, Iles	Koweït	Slovénie
Chypre	Libye	Taipei chinois
Corée	♦Macao	♦Vierges, Iles (RU)

Source : <[www.oecd.org/cad](http://www.oecd.org/cad)>.

\* Pays d'Europe centrale et orientale et Nouveaux Etats indépendants de l'ex-Union soviétique (PECO/NEI).

♦ Territoire.